

A PROPOS DU LIVRE «DEUXIÈME RETOUR DE CHINE»

«LA CHINE EN QUESTION?» DES TEMOINS REPONDENT

LIRE EN P. 12

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

LUNDI 23 MAI 1977
N°455 1,70 F

Commission Paritaire 56 942

**Le Quotidien
du Peuple
ne paraîtra pas
mardi**

Le Quotidien du Peuple ne paraîtra pas mardi matin. Vous le trouverez donc normalement en kiosque mercredi matin.

DEMAIN, JOURNÉE D'ACTION NATIONALE

C'est la 12^e
depuis le 1^{er} janvier

Tout est fin prêt du côté des directions syndicales pour la «grande journée d'action du 24 mai», celle qui sera d'après «L'Humanité», «un des moments les plus importants de l'histoire du mouvement ouvrier». Sans doute, le fait que tous les syndicats appellent à cette journée, ajouté à son caractère de grève générale aura pour conséquence une assez large participation à cette initiative. Pourtant, à y regarder de près, la mobilisation ouvrière ne sera sans doute pas celle qu'annoncent les états-majors syndicaux. Et cela se comprend.

*

Depuis le 7 octobre, la tactique des directions syndicales a consisté en un étouffement systématique de toutes les initiatives ouvrières. Par différents moyens. L'isolement des luttes, le découragement suscité et entretenu à dessein et le long chapelet de ces journées d'action inefficaces et démobilisatrices ont constitué le «programme d'action» des Séguy-Maire. Dans toutes les branches d'activité, dans tous les secteurs, la pression des luttes ouvrières a été contenue à coup de ces journées d'action. On en compte pas loin d'une quinzaine depuis le 1^{er} janvier. Celle du 24 mai nous est présentée comme particulièrement importante. D'abord, parce que tous les syndicats y participent. On voit bien ce que recherchent Maire et Séguy dans cette affaire : mettre les intérêts des travailleurs à la remorque de ceux des cadres et autres parasites, réaliser le plus large courant, toutes classes confondues autour des projets de gauche. Pour les travailleurs, il n'y a aucun intérêt à cette unité qu'on veut leur imposer avec les cadres de la CGC et les syndicats jaunes tels que FO ou CFTC.

*

C'est donc probablement la dernière initiative confédérale d'importance avant les vacances. En somme, une conclusion à la longue série des journées d'action de ces derniers mois. Car bien sûr, du côté des directions syndicales, c'est le vide le plus total sur «l'après 24 mai».

(SUITE P. 3)

L'ASSASSINAT D'UNE TRAVAILLEUSE

APRÈS 67 JOURS DE GRÈVE
DE LA FAIM, MIREILLE BRESSOLLES
EST MORTE

CONDAMNÉS AU PROCÈS DE BURGOS
EN 1970

5 Basques expulsés
d'Espagne

**LE PEUPLE BASQUE EXIGE
L'AMNISTIE TOTALE**



Cinq militants basques, qui avaient été condamnés lors du procès de Burgos en 1970 viennent d'être graciés par le gouvernement Suarez et expulsés en Belgique.

Après plusieurs semaines de mobilisation pour l'amnistie totale, c'est la seule réponse que Suarez donne au peuple basque : des mesures partielles, individuelles, accompagnées de promesses à conditions que les élections se déroulent dans le calme. Elles ne peuvent en rien satisfaire les revendications du peuple basque.

Mireille Bressolles est morte dans la nuit de jeudi à vendredi à l'hôpital de Dijon où elle avait été transportée d'urgence. Elle travaillait au centre de transfusion sanguine d'Auxerre et militait à la CGT. En 72, suite à une grève des travailleurs elle est rétrogradée du poste d'agent principal à celui de commis. Mise en disponibilité ensuite, elle est licenciée. Mireille Bressolles n'acceptera pas ce sort. Elle lutte contre les décisions administratives mais se heurte à un mur. Le 7 mars 77 elle entame une grève de la faim pour exiger sa réintégration. Autour d'elle, un comité de soutien popularise son action. Le 12 mai 77, elle obtient enfin satisfaction. Mais trop affaiblie par le jeûne et victime d'une complication pulmonaire, Mireille ne surviva pas. A Auxerre, une travailleuse en lutte vient d'être assassinée.

(LIRE NOTRE ARTICLE
EN P. 7)

**POUR AVOIR TÉMOIGNÉ
CONTRE CITROËN**

**Un O.S. turc blessé
par la police
patronale**

(LIRE NOTRE ARTICLE EN P. 7)

**Sahara : Conférence
de presse
du Polisario**

A l'occasion des fêtes qui ont marqué le 4^e anniversaire du début de la lutte du peuple sahraoui pour son indépendance, le premier ministre de la République Arabe Sahraouie Démocratique a donné une conférence de presse. Il a réaffirmé que le Front POLISARIO considérait les étrangers présents dans les zones de combat comme des mercenaires et que la libération des Français faits prisonniers à Zouerate était liée à l'évacuation du territoire du Sahara par les troupes marocaines et mauritaniennes.

POURQUOI VEULENT-ILS NATIONALISER ?

En février, éclatait, pour quelques jours, une polémique entre le PS et le PCF. A l'origine, un article d'Attali, conseiller économique de Mitterrand, paru dans le journal patronal «Les Échos». Dès le lendemain, Fiterman, du bureau politique du PCF, répondait dans «l'Humanité». C'était le 10 et 11. Le 12 et le 13, se tenait le colloque du PS sur «la politique industrielle». Mitterrand, qui y participait, reprenait à son compte la position exprimée par Attali.

Dans les commissions où l'on discute aujourd'hui de la nouvelle formulation du programme commun, il doit faire l'objet d'une chaude bataille, même si aucune des formations en présence ne l'a mis ouvertement à l'ordre du jour.

Et si demain la gauche l'emporte aux élections, on entendra encore parler de l'indemnisation des actionnaires des sociétés qu'elle se propose de nationaliser.

PCF et PS sont d'accord sur un point : les nationalisations qu'ils entendent effectuer ne signifient pas l'expropriation des propriétaires du capital des entreprises : les actionnaires. Ceux-ci, se voyant reconnaître un droit de propriété, doivent donc être indemnisés. Pour l'un comme pour l'autre, il ne s'agit donc en aucune façon de l'acte révolutionnaire par lequel la classe ouvrière s'approprie collectivement le fruit de son travail : les moyens de production détenus par les capitalistes. Mais, si l'un comme l'autre n'entend nullement construire le socialisme, ils divergent néanmoins sur l'étendue et la forme de l'indemnisation.

Sous le débat apparemment technique qui les oppose, on discerne en fait des projets divergents.

CE QUE VEUT LE PCF

«Le programme commun énonce deux principes qui ne sauraient à nos yeux être remis en cause. En premier lieu, il prévoit expressément «l'appropriation» par la collectivité nationale des entreprises à nationaliser. C'est indispensable. Car laisser — comme l'indique J. Attali — pour l'essentiel entre les mains des gros possédants la propriété de ces entreprises et continuer du même coup à leur verser des dividendes comme si rien ne s'était passé, c'est tout simplement renoncer à la nationalisation réelle et à ses objectifs. Cela reviendrait à faire de ces gros possédants les bénéficiaires privilégiés de l'effort des travailleurs et de la nation, ce qui serait un comble.

En second lieu, le programme commun précise aussi qu'une «distinction essentielle» sera faite entre les petits et moyens porteurs et les gros porteurs, ce qui est également indispensable.

Le remboursement se fera par transformation des actions en obligations remboursables sur 20 ans par annuités constantes sur la base des cours des

trois dernières années précédant la nationalisation. Les petits et moyens porteurs seront appelés au remboursement dans l'ordre croissant des portefeuilles détenus, c'est-à-dire en donnant la priorité aux plus petits porteurs.

Ces titres produiront un intérêt dont le taux sera établi en concordance avec ceux pratiqués pour les intérêts obligataires.

La dette totale sera d'environ 30 milliards. Si l'on réserve le cas des gros porteurs dont nous avons précédemment parlé, le remboursement des petits et moyens porteurs au sens le plus large conduit à une dette totale certainement inférieure à 25 milliards de francs, qui, si elle est amortie sous forme d'obligations ou de bons d'État en vingt ans au taux d'intérêt de 10%, représenterait une charge annuelle de 2,9 milliards de francs, soit dès aujourd'hui moins de 1 % du budget de l'État.

Fiterman

«L'Humanité», 11 février 1977

Sa position est simple : l'État fournira aux actionnaires des entreprises nationalisées des obligations, dont l'échéance la plus lointaine sera fixée à vingt ans. Autrement dit, en prenant possession des entreprises, l'État signera une reconnaissance de dettes à leurs actuels propriétaires, et il n'aura plus qu'à leur rembourser cette dette.

De plus, les gros actionnaires, dont le cas doit être «réservé» ne seront probablement pas remboursés,

dans l'esprit du PCF. En tout cas, laisser la question en suspens revient à se doter d'un moyen de pression sur eux. Cela revient tout d'abord à garantir à l'État une propriété définitive sur les entreprises nationalisées : d'emblée, il se l'attribue, n'ayant plus ensuite qu'à payer les anciens propriétaires. L'indemnisation sert alors uniquement à se concilier tous les porteurs d'actions, membres de la petite et moyenne bourgeoisie, dont l'action pourrait

être nuisible aux projets du parti de Marchais.

Le parti socialiste ayant prétendu que sa solution coûterait moins cher, en évitant à l'État de «racheter» les entreprises, le PCF a fait à son tour des calculs : selon lui, la différence ne serait que de deux cents millions (nouveaux) par an, sur un total annuel de 2,9 milliards (en effet, les dividendes des entreprises nationalisables se montent à 2,7 milliards nouveaux).

public, et diviser la totalité de cet emprunt en une série d'obligations. Celui qui possède une obligation touche un pourcentage fixe sur le capital qu'il a avancé (quels que soient les bénéfices). Il n'a aucun droit de vote. Son obligation doit lui être remboursée à une date déterminée à l'avance : l'échéance. En récupérant alors son capital, il n'a plus aucune espèce de droit sur l'entreprise, qui lui paie ainsi sa dette.

La Bourse :

Les actions des grandes entreprises, ainsi que certaines obligations peuvent être achetées et vendues librement sur le marché. La loi de l'offre et de la demande détermine alors leur prix, variable tous les jours : elles sont cotées à la Bourse. Dans le cas où la gauche nationaliserait comme prévu, une part considérable des titres négociés en bourse disparaîtrait du marché (sauf à appliquer la solution du PS). La Bourse qui a déjà vu son rôle décroître avec l'importance croissante des banques, risquerait, selon les spécialistes, d'en subir une dure secousse.

ACTION, OBLIGATION

L'action :

En droit bourgeois, sont propriétaires d'une entreprise tous ceux qui en détiennent des parts, des actions. Ces actions leur donnent un droit de regard sur le fonctionnement de l'entreprise : ils ont le droit de voter lors de l'assemblée annuelle. Ils reçoivent également une part des bénéfices de l'entreprise, calculée proportionnellement au nombre des actions qu'ils détiennent : ce sont les dividendes. Le droit de propriété conféré par une action est acquis une fois pour toutes ; il ne peut disparaître que par la vente de l'action.

En pratique, ce sont toujours, dans les grandes sociétés, quelques gros actionnaires qui décident de l'orientation de l'entreprise, la masse des petits actionnaires étant trop dispersée et détenant des parts trop infimes du capital pour pouvoir peser sur les décisions, se contentant de leur côté d'encaisser leur part du profit. Pour assurer ce contrôle, il suffit souvent de 10 à 20 % des actions d'une société.

L'obligation :

Une entreprise peut émettre un emprunt

La question des indemnisations

DES ENTREPRISES DÉNATIONALISABLES ?



Le conseil d'administration de l'EDF.

CE QUE PROPOSE LE PS

«Les nationalisations prévues au programme commun de la gauche ont pour objectif de donner à la collectivité nationale le pouvoir de diriger et d'orienter des firmes jouant un rôle stratégique dans le développement national, en vue de mener la politique industrielle qui fait aujourd'hui si cruellement défaut à la France. Il ne s'agit donc pas de réduire la fortune des actionnaires dans ces firmes.

«Nos études nous conduisent aujourd'hui à penser que la meilleure formule est l'échange des actions contre des titres d'un genre nouveau, non amor-

tissables, participatifs, à revenu indexé. Le cours en sera donc fixé par le marché financier où ces titres pourront être librement échangés, en fonction du revenu des titres, c'est-à-dire de l'efficacité de la stratégie des entreprises et de la politique industrielle. Compte tenu du rendement désastreux de la plupart des actions de ces firmes dans les dix ans passés, cela devrait conduire très naturellement à une hausse sensible du patrimoine des actuels actionnaires.

Jacques Attali

«Les Échos», 10 février 1977

Attali propose que les titres donnés aux actionnaires actuels des sociétés nationalisées par le programme commun soient «non amortissables». Cela signifie que leur propriété est définitivement acquise pour leurs porteurs, et qu'elle ne sera pas supprimée par un système de remboursement progressif, comme c'est le cas pour les obligations.

Deuxièmement, les titres proposés par le PS doivent être «participatifs» : cela signifie que les porteurs de ces titres toucheront une part des bénéfices réalisés par l'entreprise : de ce point de vue, ces titres fonctionneront comme des actions, également. Mais le revenu sera «indexé» : cela veut dire qu'en partant d'une première appréciation, un minimum de revenu sera garanti aux porteurs, et que ce minimum tiendra compte

de l'érosion de la valeur de la monnaie.

Troisièmement, ces titres pourraient être «librement échangés en fonction de leur niveau de revenu» : là encore, comme des actions, ils seront donc cotés en bourse. La conséquence est qu'il sera possible pour les porteurs actuels de se débarrasser de ces titres, après nationalisation, en les vendant. S'ils rapportent beaucoup, ils devraient bien se vendre : plus les travailleurs des entreprises nationalisées seront exploités, mieux les titres manière Attali seront cotés en bourse.

La seule différence entre les titres ainsi définis dans le projet du parti socialiste et des actions de sociétés privées, est que le pouvoir de décision n'appartient plus aux actionnaires : c'est la loi qui déciderait de la

composition du conseil d'administration des sociétés, et non les gros porteurs d'actions qui y feraient la loi.

La conséquence essentielle du projet du PS, c'est que l'État s'assurerait le pouvoir de décision sur leur fonctionnement, tout en reconnaissant pour le reste des droits proches de ceux de la propriété aux porteurs d'actions actuels, et en les leur reconnaissant indéfiniment. Dans ces conditions, il ne devrait pas être trop difficile, plus tard, de les rétablir dans l'intégralité de leurs droits actuels. Une majorité parlementaire nouvelle n'aurait guère de peine à défaire ce que le gouvernement de gauche aurait fait : il suffirait simplement que le droit de décision retiré aux anciens propriétaires leur soit rendu.

NATIONALISATION OU PRISE DE PARTICIPATION ?

Les deux projets d'indemnisation des actionnaires du PCF et du parti socialiste pour les entreprises nationalisées par le programme commun sont évidemment contradictoires sur un point fondamental : celui du parti socialiste ne garantit pas à l'État une propriété pleine et entière sur ces sociétés, il facilite un éventuel retour en arrière. Cette contradiction est encore plus nette dès lors qu'on aborde la question de l'extension de la liste des sociétés à nationaliser.

On sait en effet que,

dans la dernière période, PCF et PS se sont heurtés, dans la sidérurgie, sur la question de l'avenir de la branche : faut-il nationaliser, comme le propose le PCF ; ou au contraire, comme le propose le parti socialiste, simplement assurer une participation majoritaire de l'État dans le capital de ces entreprises ?

Apparemment, une prise de participation majoritaire de l'État dans une société est proche d'une nationalisation : l'État semble ainsi disposer du moyen de décider de l'a-

venir de l'entreprise, même si cela se fait par un mécanisme propre au capitalisme privé. Mais dans ce cas, encore plus nettement que pour les sociétés nationalisées à la manière du parti socialiste, le processus est réversible : rien de plus facile, cette fois-ci pour un gouvernement succédant à celui de l'union de la gauche, que de rendre les actions acquises par l'État dans ces sociétés : aussitôt, les actionnaires privés pourraient reprendre le contrôle intégral des entreprises concernées.

DEMAIN, JOURNÉE D'ACTION NATIONALE

C'est la 12^e depuis le 1^{er} janvier

Essentiellement, la journée du 24 mai est donc comme les autres, «une soupe de sécurité qui laisse échapper un peu de vapeur», un moyen de faire croire qu'on n'attend pas 78 tout en continuant de l'attendre.

Dans le même temps, la plus grande fébrilité règne au sein des appareils confédéraux. Une course de vitesse est engagée. Il s'agit de gagner le plus de terrain possible, chacun pour soi pour après 78. Et cela se prépare maintenant. Les directions syndicales doivent faire la preuve de leur capacité à maintenir la mobilisation ouvrière dans les limites fixées par le futur gouvernement de gauche. Pas seulement pour les luttes actuelles qui, se généralisant, risquent de remettre en cause le processus d'accession des partis du programme commun au pouvoir. Mais aussi (mais surtout), lorsque la gauche enfin parvenue au pouvoir, les travailleurs la sommeront de satisfaire leurs revendications et notamment les plus urgentes comme l'emploi ou les salaires. Les directions syndicales auront alors un rôle important, voire décisif, pour tenter de faire avaler les couleuvres de gauche aux travailleurs. Pour être le plus efficace possible, il s'agit de bien se préparer dès maintenant, de bien se répartir les rôles. C'est le sens, par exemple, de la récente rencontre entre Maire et Mitterrand. Dans tous leurs tripotages, les intérêts des travailleurs ne pèsent pas lourd.

Pourtant, les états-majors syndicaux sont malgré tout quelque peu inquiets. Les signes se multiplient d'une

méfiance qui se développe face à leurs projets. Ce sont par exemple des voix qui s'élèvent dans des récents congrès de fédérations CFDT pour attaquer la politique confédérale dite de «harcèlement» (journées d'action entre autres), et de soumission à la gauche. Ce sont aussi des sections, tant CGT que CFDT, qui commencent à prendre publiquement position contre les journées d'action et refusent d'y participer.

Au cours de cette journée du 24 mai, dans les assemblées générales, sur les piquets de grève et dans les manifestations, le débat sur toutes ces questions, dépassant le cadre même de cette journée, seront sans doute vifs. Car c'est bien de la question de l'après 78, de la société que nous mijotent ces messieurs, complètement contradictoire avec celle que nous voulons, qu'il s'agit de discuter. Dans ce débat, les communistes révolutionnaires feront toute la lumière sur la réalité des projets de cette union de la gauche aux intérêts de laquelle on a voulu subordonner depuis plusieurs années toutes les luttes et tous les espoirs de la classe ouvrière. Les communistes révolutionnaires proposeront largement la perspective du socialisme de demain, engageant le débat sur cette question avec «Le Manifeste pour le Socialisme».

Gérard PRIVAT

Parti Socialiste

Mauroy contre la «synthèse» avec le CERES ?

Interrogé dimanche soir par les journalistes au «Club de la Presse», Mauroy, qui figure en deuxième sur la liste des candidats au comité directeur présenté par le prochain congrès par la majorité PS, avait certainement demandé à ne pas

trop parler des problèmes internes à son parti. A peine si, en fin d'émission, il a répondu brièvement à une question portant sur les rapports entre mitterrandistes et CERES, et sur la question du parti.

«Je suis très étonné du tintamarre que l'on fait à l'idée que le parti socialiste, qui a une majorité et une minorité, puisse encore être avec une majorité et une minorité. C'est la situation la plus normale en démocratie que d'avoir un courant majoritaire et un courant minoritaire, et je ne vois pas pourquoi tout le monde s'offusque de cette situation. (...)

Le thème de notre congrès sera celui de l'unité, dont nous avons besoin, de la cohésion, dont nous avons besoin, et de la responsabilité. A la question : «le premier secrétaire sera-t-il toujours François Mitterrand ?» : «Mais naturellement».

Ces termes sont justement ceux qui, employés par Mitterrand dans la même émission, avaient indiqué que celui-ci n'était pas prêt à reprendre la tendance CERES au sein de la direction du PS après le prochain congrès. En effet, avant le congrès du PS, chaque courant se présente devant les adhérents avec une motion. La composition du comité directeur se calcule en fonction de la proportion des votes sur chaque motion. Mais, pour la

direction, la question est de savoir si majorité et minorité s'entendent sur un texte unique. Dans le cas contraire, il n'y a pas «synthèse», et la minorité reste à l'écart du secrétariat. Dire qu'il y aura toujours une minorité et une majorité, c'est indiquer par avance que la «majorité» refusera la synthèse. Au sein de la direction socialiste, Mauroy doit donc peser plutôt dans ce sens aujourd'hui.

Évoquant la situation interne du PS, il avait encore déclaré : «Nous allons décider l'incompatibilité entre les fonctions de ministre et celles de secrétaire national. Nous allons décider que le prochain comité directeur ne pourra pas comporter plus de 20 % de parlementaires. (...) A chaque congrès, un quart du comité directeur sera inéligible : ils prendront des vacances de réflexion pendant deux ans». Cette question de l'image offerte par la direction avait déjà été agitée par Mitterrand. En somme, la direction du PS doit tenir compte du fait qu'elle sera probablement au gouvernement. Et, afin de ne pas trop faire payer à son parti l'usure du pouvoir, avec la politique d'austérité prolongée que Mitterrand a annoncée à la télévision, elle se préoccupe d'établir devant les masses une distinction apparente entre le PS et son action gouvernementale.

Radicalement scandaleux

LES TRIPOTAGES DE L'ÉLECTION DE J.J. S.S.

Après le congrès radical, qui avait vu la victoire de J.J.S.S. sur Edgar Faure par une centaine de mandats, des journalistes de Sud-Radio viennent de déclencher un beau scandale. Deux cents mandats fantômes auraient en effet été obtenus par Servan Schreiber. Faux noms et fausses adresses pour les délégués prétendument venus des Pyrénées occidentales, listes des mandats préparés par des schreiberiens propulsés en dernière minute au secrétariat général, fédération de l'Aisne annoncée comme comptant 1 200 adhérents sans qu'un seul soit justifié par une identité...

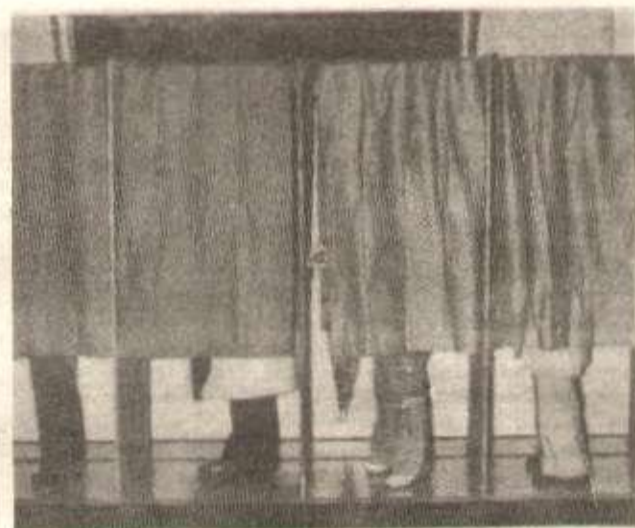
Au centre de cette gigantesque affaire qui remue le minuscule radicalisme, le

ralliement à ce parti de l'ex «centre républicain». Alors qu'il comptait tout au plus trois fédérations départementales et 3 000 électeurs, des délégations soi-disant venues d'une cinquantaine de départements assistaient à ce titre au congrès de la semaine dernière.

Derrière cette opération, il y aurait les anciens ministres récemment démissionnés : Giroud, Péronnet, Rossi, Brousse, et Durafour, qui se seraient débrouillés pour écarter la chiraquienne Nebout, favorable à Edgar Faure, de tout contrôle sur la préparation du congrès.

Un procès a été intenté : on n'a pas fini d'entendre parler des mœurs politiques de la «majorité».

Du baume pour Giscard



«L'insondable électeur» abondamment sondé : la plupart croiraient aujourd'hui dans la victoire du programme commun en 78.

La presse publie deux sondages en ce début de semaine sur les chances de la gauche en 78. La partie la plus significative concerne l'électorat traditionnellement de droite. Ainsi, selon la SOFRES, 79 et 60 % des électeurs respectivement centristes et R.I. et 83 % RPR pensent que la gauche l'emportera en 78.

Cette tendance est pleinement confirmée par le sondage réalisé par l'IFOP pour le Point : 88 % des cadres supérieurs, professions libérales et patrons accordent de

grandes chances à l'Union de la gauche.

Sur ces 88 %, 23 % seulement pensent que la gauche parviendra à maintenir son unité une fois au pouvoir.

Voilà qui illustre davantage pourquoi Giscard répète à qui veut l'entendre «Je resterai même si l'opposition gagne».

Cela doit lui mettre du baume au cœur que son électorat traditionnel entrevoit la nécessité de la combinaison «socialo-centriste» à laquelle il songe sérieusement depuis quelques temps.

L'a-t-il dit ?

En publiant le chiffre du programme commun, «le PCF voulait me porter un coup. Leur objectif, c'est d'amener la gauche au pouvoir dans une situation où eux, les communistes seraient le parti dominant, tandis que les socialistes seraient moins nombreux». Mitterrand a démenti avoir tenu ces propos au journaliste américain Kraft, qui les avait publiés dans le «New York Herald Tribune».



Successeur du premier secrétaire ?

La santé de Mitterrand

Un magazine patronal américain, «Business Week», s'était fait l'écho de rumeurs persistantes concernant l'état de santé de Mitterrand. Selon cette publication, le premier secrétaire du PS serait atteint d'un cancer. Mitterrand a répliqué : «Un jour, je suis soigné à l'hôpital américain de Neuilly, et le lendemain, on affirme que je subis une cure de rayons au centre de cancérologie de Villejuif. En réalité j'ai une laryngite qui me tracasse depuis plus d'un mois. Le soir de mon débat avec M. Barre, j'avais 38°5 de fièvre».

Oui, mais non

Lecanuet a répondu «positivement» à la proposition de «pacte majoritaire» formulée par Chirac. Simplement, il n'est pas d'accord avec les modalités. Le RPR voulait que les partis de la «majorité» s'entendent pour un désistement mutuel au deuxième tour. Les centristes demandent que l'entente existe dès le premier tour, et que de plus, il y ait une sorte de programme commun. C'est ce que propose également Giscard, et dont Chirac ne veut pas.

POLITIQUE

Génération perdue

Au bureau politique de la formation prétendument nouvelle, on s'est attaché à faire effectivement disparaître les «anciens» pour donner le change; disparus, Poniatowski, d'Ornano, Dominati, Bonnet. Reste pourtant, comme délégué national responsable aux élections, Griotteray, connu pour son appartenance à l'OAS et ses actions au journal fasciste «Minute».

En revanche, on a mis l'accent sur la «nouvelle génération» des secrétaires d'Etat: Jacques Blanc, Paul Dijoud, Christiane Scrivener, la dame qui nous conseille de boire autre chose si le café est trop cher; il y a également Nicole Pasquier, la «déléguée à la condition féminine». Enfin, deux ministres prétendument sans parti se sont «ralliés»: il s'agit de Stoléro, l'éternel revalorisateur du travail manuel, et du ministre de l'Education Haby. Ce gouvernement est de plus en plus «apolitique»...

Offres d'emploi

La «majorité» (mais laquelle? celle de Giscard?) va lancer, en septembre, une campagne de propagande; pour cela, elle s'est dotée d'un organisme qui pourrait s'appeler «Comité de défense pour la démocratie française». Il se peut que ce comité ait à sa tête un Sudreau ou un Schumann, centristes bien connus, et il s'installera à la tour Montparnasse. Des offres d'emploi sont déjà faites: 15 000 F par mois; un journaliste connu aurait déjà accepté.

Entre fossiles

A travers vents et marées, une butte-témoin du Centre National des Indépendants et Paysans est restée; elle a conservé le sigle originel. A l'occasion du changement de sigle des RI, ces gens ont publié un communiqué: «L'appellation «d'indépendant» devait être et doit être réservée aux membres du CNIP. En politique, l'avantage de tous est que les choses soient claires. C'est maintenant chose faite». Dans la dernière période, Chirac a beaucoup courtisé ces fossiles. Il est parvenu à en rallier à sa cause lors des élections de Paris.

L'interview de Giscard aux quotidiens régionaux

TOUJOURS LA DÉCRISPATION

Giscard qui parle décidément beaucoup, a donné une interview à douze quotidiens de province. Les thèmes politiques sont ceux-là même qu'il rabache depuis quelques temps sans relâche. Mais l'insistance est mise, plus encore que par le passé, sur «la quête de l'unité» le dépassement de «la coupure de la France en deux». Successivement, le président de la république traite du prétendu redressement économique, de la situation intérieure à la «majorité», des contradictions de l'union de la gauche, pour finir sur ses «objectifs».

A propos de la situation dans la «majorité» Giscard affirme: «J'ai indiqué à de nombreuses reprises que le premier ministre conduirait l'action de la majorité en vue des élections législatives, et ceci quel que soit le premier ministre. L'année dernière, au mois de mars, j'avais confié au premier ministre de l'époque, Jacques Chirac, une mission de coordination de l'action politique de la majorité. Lorsque je me suis exprimé devant la presse, le 17 janvier dernier, j'ai de nouveau indiqué que ce serait le premier ministre qui conduirait la majorité en vue des élections législatives».

Décernant un bon point à Barre pour son dernier débat à la télévision, il a ajouté: «Il me convient désormais qu'il prenne un certain nombre d'initiatives pour développer cette action coordonnée de la majorité».

(...) Il va être appelé à élargir son action». Voilà qui prépare encore des déboires pour les giscardiens: Le RPR n'a-t-il pas proclamé à maintes reprises ces derniers jours que pour lui, la «majorité» ne doit pas avoir de «chefs», mais que les partis doivent s'entendre directement sans aucun «arbitrage»? Sur l'union de la gauche, il a saisi la faiblesse manifestée par la mésentente sur le «chiffage» du PCF: «Le chiffage, c'est ce qui transforme une affiche électorale en programme de gouver-

Cette interview confirme également le fait que Giscard compte rester à son poste en cas de victoire de la gauche aux prochaines élections: le président de la république: «Gardien de la constitution, doit se l'appliquer à lui-même. Elu pour sept ans, il doit rester remplir son mandat (...) Assurer la continuité de l'état, c'est une formule qui n'a pas de raison d'être pour les temps faciles. Elle indique la mission à remplir dans les temps difficiles. Un président de la république, élu pour sept ans, chargé d'assurer la continuité de l'état, ne doit pas interrompre ses fonctions en raison des résultats d'une élection qui s'applique à d'autres qu'à lui».

nement. D'ici l'échéance de 78, le coût du programme commun devra être publiquement chiffré».

Enfin, l'ambition de jeter un pont du côté du PS est fortement soulignée: «La coupure idéologique sépare, sur un certain nombre de sujets, des hommes et des femmes qui pourraient sans cela apporter leur concours à un certain nombre de réformes» (...) «La grande quête de la France, sur le plan intérieur, est celle de l'unité. Il n'y a d'autre obstacle que celui qu'opposent les ambitions personnelles toujours éveillées ou le pouvoir des appareils de partis».

Certes, la phrase est générale. Mais, quand Giscard parle d'ambition, d'appareils de partis, on ne peut s'empêcher de penser à celle de Chirac, et à celui du RPR.

En marge de la journée d'action

FO, CGC, LA GAUCHE ET LE PATRONAT

Ce n'est guère dans les perspectives qu'elle ouvre à la classe ouvrière qu'il faut aller chercher beaucoup de nouveauté dans la journée d'action de demain. En revanche, cette grève sera l'occasion d'une action commune de fait, sans précédent depuis des années, entre CGT, CFDT et FEN d'une part, et d'autre part, FO et la CGC.

Même si les dirigeants ne se sont pas rencontrés et bien que Bergeron et Charpentier, pour FO et la CGC, ne doivent pas figurer dans les manifestations, leur appel à la grève traduit le début d'une évolution politique: de ce côté-là, on se préoccupe de l'éventuelle arrivée de la gauche au pouvoir. Déjà, Bergeron avait rencontré Mitterrand, il y a quelques jours.

En fait, la bataille pour le contrôle politique des cadres et de leur organisation est engagée de longue date: non seulement entre les partis du programme commun et le pouvoir actuel, mais également entre PCF et PS. De ce point de vue, FO joue chez les fonctionnaires un rôle assez proche de celui de la CGC dans le secteur privé. Un gouvernement de gauche ne dédaignerait certainement pas la collaboration de ceux qui ont si longtemps, par leurs soi-disant centrales syndicales, servi le patronat. Le document dont nous publions aujourd'hui les extraits, donne une idée de l'apreté de la lutte que se livrent sur le terrain le patronat actuel et ceux qui entendent prendre sa place en s'appuyant notamment sur ces couches.

Lettre confidentielle des Industries Métallurgiques et Minières

SITUATION DE FORCE OUVRIÈRE

Les difficultés internes et permanentes de la Confédération FO vont se trouver aggravées par le ralentissement de la politique contractuelle. Or, au même moment, de multiples raisons militent en faveur d'un renforcement du syndicalisme réformiste et appellent en conséquence une réflexion du patronat sur sa propre attitude à l'égard de celui-ci.

La cure d'austérité découlant du plan Barre comporte un risque, en provoquant un vide contractuel de 15 à 18 mois, de rejeter certains militants dans l'opposition.

Ce risque est aggravé par la situation délicate créée à FO par le Programme Commun de la gauche: FO qui trouvait autrefois un appui total dans les municipalités socialistes ne peut plus bénéficier de telles positions de tremplin ou de refuge.

On ne peut courir le risque

de voir des syndicalistes libres rejetés dans l'opposition et, de ce fait, tentés de faire front commun avec la CGT et la CFDT. (Il ne faut pas non plus sous-estimer le danger de tentations d'opportunisme qui pourraient séduire certains militants locaux, même si les états-majors demeurent inébranlables).

Les syndicalistes réformistes sont nos partenaires dans de très nombreuses instances paritaires. Le patronat ne saurait impunément s'y trouver isolé dans le cas où ces syndicalistes décideraient d'interrompre leur coopération. Le patronat doit en effet s'interroger sur les moyens dont il pourrait disposer pour sortir d'une telle opposition et pour désolidariser les réformistes des autres syndicats...

Si les chefs d'entreprise veulent retrouver pleinement l'intérêt de valoriser le rôle de FO en tant qu'interlocuteur parfaitement valable dans l'élaboration de toute politique sociale, ils doivent développer à son égard une action

Cet effort peut éventuellement viser à favoriser l'implantation de FO dans certaines entreprises. A cet égard, le rayonnement de l'expérience de la SNIAS, avec les résultats très positifs qu'en a retirés FO, a une valeur exemplaire.

Il faut toutefois envisager avec précaution l'implantation de FO dans les régions où la CGT et la CFDT sont en situation particulièrement difficile. Un climat de tension crée des conditions plutôt défavorables qui peuvent être lourdes de conséquences.

Afin d'équilibrer les efforts faits dans les secteurs public et nationalisé par les états-majors de FO pour y consolider leurs positions, les chefs d'entreprise doivent apporter leur contribution pour valoriser FO dans le secteur privé, en sachant qu'une telle politique ne porte ses fruits que lentement. Leur action peut revêtir diverses formes: — aide à la formation des militants, — apport des moyens financiers,

— considération accrue à l'égard des militants, — concessions réalistes, le cas échéant en leur faveur (les préserver notamment de licenciements collectifs), — soutien sans réserve pour maintenir les positions détenues par FO dans les instances paritaires en préservant le rôle fondamental qu'il joue en tant qu'interlocuteur dans la politique contractuelle.

SITUATION DE LA CGC

Le problème des relations avec la CGC se pose sensiblement dans les mêmes termes que celui des relations avec FO.

Ce manque d'homogénéité se retrouve dans l'état-major affaibli par des tensions internes et partagés notamment entre la tendance Malterre sélective et la tendance Marchelli qui cherche à s'appuyer sur le bas de la hiérarchie.

Enfin, en dehors de sa baisse d'attraction pour des raisons idéologiques, la CGC



Bergeron: A l'approche de 78, faut-il tourner sa veste.

lutte difficilement pour maintenir sa clientèle en face d'une CGT passée à l'offensive pour démontrer aux cadres que leurs intérêts ne sont pas intrinsèquement différents de ceux des autres catégories. Or les inquiétudes et le mécontentement suscités chez les cadres par la pression fiscale, les licenciements, une insuffisance de considération engendrent un phénomène de prolifération des cadres qui crée des conditions favorables à l'offensive de la CGT.

Favoriser le syndicalisme cadre apparaît indispensable pour combattre la force d'attraction qu'exerce la CGT sur certains cadres séduits par un modèle marxiste de société

La CGC représente un syndicalisme d'encadrement moyen qu'il faut favoriser en tant que tel. Sans doute un rééquilibrage par le haut de la hiérarchie serait-il souhaitable. Mais il faut savoir que celui-ci est pratiquement impossible et mesurer justement les risques de voir la base des adhérents faire défection et s'affilier à la CGT.

Néanmoins, l'affiliation à la CGC étant souvent interprétée comme un facteur valorisateur pour l'encadrement moyen, il ne faut pas méconnaître l'impact de cet élément psychologique. Aussi convient-il de s'efforcer de renforcer le poids relatif des vrais cadres au sein de la CGC.

LUTTES OUVRIÈRES

Contre la fermeture de Gervais-Danone à Marseille.

UN RASSEMBLEMENT... POUR FAIRE ATTENDRE 78 !

Alors que cette initiative aurait dû réunir les centaines de travailleurs durement touchés par la crise, la présence presque exclusive des Gervais-Danone a fait annuler la manifestation pour un simple rassemblement à l'entrée de l'usine.

«Avec la fermeture de Gervais-Danone, nous avons la preuve que le gouvernement se plie devant les grandes sociétés financières et devant les sociétés comme celle de M. Riboud», a affirmé M. Navarro, responsable du Syndicat CGT de l'Alimentation, avant de conclure : «La lutte n'est pas terminée... Plus que jamais autour des Gervais-Danone, autour de Prior... La solidarité doit se développer».

Allait-il avancer une proposition immédiate de lutte ? Les travailleurs et les travailleuses présents ont eu droit au refrain éculé : «La victoire des forces de gauche en 78 si nous luttons contre le chômage et pour l'augmentation du pouvoir d'achat.»

A l'entrée de l'usine de Pont-de-Vivoux, une grande banderole de la section CGT de Gervais-Danone : «Riboud nous licencie. Travailleurs, restons ici, restons unis ! Notre usine peut et doit vivre !»

L'U.D.-CGT des Bouches-du-Rhône avait appelé, mercredi 18 mai, les travailleurs des Unions Locales de la Vallée de l'Huveaune («la vallée du chômage»), Masargues, Bonneveine, Timone-Capelette et l'Union Syndicale des Industries de l'Alimentation (Prior, Chambourcy, Rivoire et Carret...) à venir manifester pour dire «non à la liquidation de l'usine Gervais-Danone !»

Nul doute que si ce responsable syndical se trouvait dans la situation des Gervais-Danone, il trouverait amer et même scandaleux qu'on ne lui propose que de bien voter dans dix mois pour imposer le simple droit au travail et à un salaire décent.

Un autre responsable CGT, après avoir déclaré avec fermeté que la CGT «ne laissera pas continuer ce massacre» et «qu'il faut en finir avec le bavardage, il faut passer à l'action concrète», a soulevé un espoir aussitôt retombé : «Nous appelons les travailleurs de toutes les usines à... envoyer des pétitions et des télégrammes».

Cette idée de génie, qui fera à coup sûr reculer Riboud, n'a déclenché aucun applaudissement.

Mais ce rassemblement aura permis d'apprendre ce que les directions syndicales préparent démocratiquement en coulisses : «Nous envisageons dans les jours qui viennent, une grande initiative départementale pour le droit au travail». Il fut impossible d'en savoir plus.

Après un appel à «la grande journée du 24 mai», ce responsable de l'U.D.-CGT a conclu : «Vous avez besoin d'une CGT forte». Qui les travailleurs ont be-

soin d'un syndicat fort, capable de concrétiser leurs aspirations à en finir avec les plans Barre et l'exploitation croissante qui en découle. Mais pour que le syndicat ne devienne pas une arme émoussée entre les mains des travailleurs, il ne suffit pas d'offrir comme seule perspective immédiate l'envoi de pétitions et de télégrammes, si aucune réelle mobilisation de masse n'est organisée sur des objectifs clairs. Ces objectifs existent, les Gervais-Danone les ont formulés : «Pas un seul licenciement ! Non aux reclassements ! Non à la fermeture de l'usine». En montrant la solidarité qui existe autour de ces objectifs, les Gervais-Danone ne resteront pas isolés : «S'ils occupent l'usine, nous sommes prêts à venir les aider quelques heures par jour après notre travail», disait une déléguée CGT de Chambourcy qui aurait bien aimé que de telles initiatives possibles soient connues de tous et de toutes.

Robert RIVIÈRE

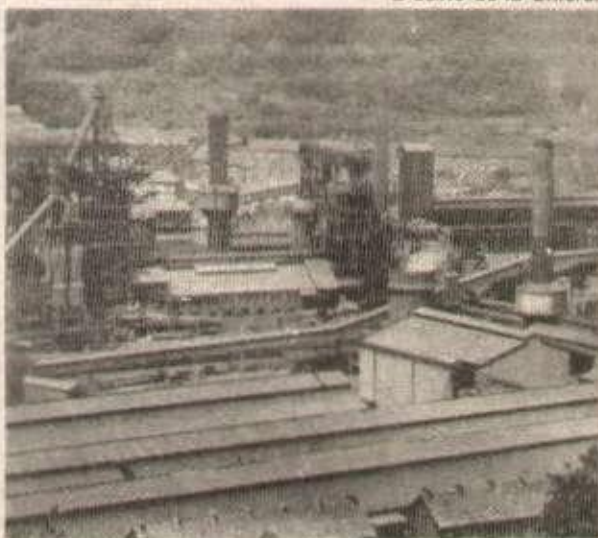
Dans le Valenciennois

LA CRISE S'AGGRAVE, LES TRAVAILLEURS RÉAGISSENT

A Vallorec-Anzin, c'est la suppression de 360 emplois qui est prévue. Déjà les jeunes rentrant du service militaire ne sont plus repris. Pour inciter les travailleurs à se porter volontaires pour être mutés à l'usine d'Aulnoye, la direction offre une prime. Mais si on fait le compte des heures de transport supplémentaires qu'occasionnerait la mutation, on s'aperçoit que cette prime se monte à 15 centimes l'heure !

La Chiers Anzin occupée

L'usine de la Chiers.



Un millier de travailleurs environ se sont mis en grève illimitée avec occupation aux Acéries de la Chiers à Anzin, pour lutter contre le chômage. Après les nombreux coups bas de la bourgeoisie (Usinor, FCB), le Valenciennois connaît une situation dramatique (8 000 chômeurs inscrits). En occupant leur usine, les travailleurs de la Chiers traquent la voie pour que le mot d'ordre «Le Valenciennois veut vivre» devienne une réalité.

Bientôt les Acierie de Blanc-Misseron occupées ?

Pour le patron, les choses sont claires : «Je me désintéresse de cette usine... Il pourra transférer sa production dans son usine belge. A cet affront, les travailleurs ont répondu en votant l'occupation. Mais les syndicats s'appuient sur l'existence d'une minorité d'opposants à l'occupation pour remettre à plus tard l'application de la décision des travailleurs».

Nouvelle lutte à la Sabès-Anzin

La société Sabès ayant déposé son bilan, les travailleurs de l'usine d'Anzin ripostent. Ils sont décidés à maintenir la production, avec ou sans patron ! Avec leurs sections CGT et CFDT très combattives, les travailleurs décident démocratiquement de la conduite de leur lutte. Est-ce pour cela que les partis de la «gauche» leur refusent leur soutien ?

Mais les travailleurs de la Sabès ne se laisseront pas isoler.

Ils seront là le 24 mai, bien décidés à faire connaître leur action et non de servir de faire-valoir aux ténors locaux du programme commun.

Éboueurs : la lutte continue

Décidément, les gens du RPR sont destinés à se trouver systématiquement en butte aux éboueurs. Tout comme son chef Chirac, Carrou, député-maire RPR de Valenciennes, est confronté aux travailleurs de la Sertiru (compagnie de ramassage des ordures) qui se sont mis en grève pour 3% d'augmentation. Pure coïncidence ou, au contraire, signe annonciateur ? Cela est-il lié au fait que le RPR soit destiné, en fin de compte, aux poubelles de l'histoire ?

Delle-Alsthom (Villeurbanne)

7^e SEMAINE DE GREVE

La lutte commencée par les équipes s'étend maintenant à tous les ateliers. Les débrayages quotidiens, une demi-heure à deux heures par jour, irritent la direction qui utilise toutes sortes de pressions, pour tenter de freiner la lutte des travailleurs :

- mises à pied ;
- licenciements de trois caristes dont un délégué CGT ;
- diminution d'horaire ; retour aux 40 heures avec perte de salaire. L'horaire normal étant de 43 h 15.

Depuis 1972, la direction promet des augmentations de salaire (actuellement, le salaire fixe sans prime et sans heure supplémentaire ne dépasse pas le SMIC), et le retour à 40 heures sans perte de salaire. Il y a sept semaines, quelques équipes ont organisé des grèves tournantes dans leur atelier, puis les caristes (une vingtaine), ont décidé une grève illimitée, sous la direction d'un délégué CGT, en désaccord avec le syndicat. Une bonne partie des gars préféreraient une lutte plus dure, comme les caristes, mais il y a le fait que les syndicats ne les appuient pas.

Lors de la grève des



carristes, la maîtrise a voulu se servir des chariots. Les trois carristes licenciés s'y sont opposés. La direction en a profité pour faire venir un huissier et trouver le prétexte du licenciement, c'est-à-dire entrave à la liberté du travail. De plus, la direction vient d'envoyer aux 2 700 travailleurs une lettre de deux pages, préchant la reprise du travail et évoquant la mauvaise conjoncture actuelle, le plan Barré... et pour appuyer ses propos, elle fait le chantage aux horaires. Avant 43 h 15, maintenant 40 heures, et bientôt 36 heures. Et si cela continue, il y aura des licenciements dans l'air.

Correspondant

BASTIA : LES GARDES MOBILES CONTRE LES POSTIERS

Une soixantaine d'auxiliaires des PTT bloquaient la distribution du courrier, notamment contre l'obligation de partir sur le continent pour obtenir la titularisation. La seule réponse de l'administration aux revendications des postiers a été l'envoi de gardes mobiles pour briser leur mouvement.

DREUX : RÉPRESSION ANTI-OUVRIÈRE

Trois travailleurs immigrés sont traduits en justice par la société Hornchur-Skaï, dont la plainte repose sur des témoignages qui se sont révélés faux. L'un des travailleurs, délégué syndical, vient d'être licencié.

La répression anti-ouvrière va bon train.

LUTTES OUVRIÈRES

PTT Le Landy Paris

Le mensonge ne paie pas

Les postiers du Landy ont compris que les grèves de 24 heures ne pouvaient leur permettre d'obtenir leurs revendications. Ils ont mis tout en œuvre pour gagner la lutte qu'ils ont engagée :

— c'est l'assemblée générale, instrument de tous les travailleurs, qu'ils soient syndiqués ou non, pendant la lutte, qui prenait les décisions applicables collectivement...

— pour mettre un coup d'arrêt aux pressions des petits chefs comme pour donner à l'action collective le meilleur terrain : l'entreprise où tous travaillent, ils ont occupé leur centre...

— tout en se battant pour faire connaître leur lutte dans les centres de tri, ils ont su rejeter les manœuvres de division qu'on tentait dans leur dos...

Ces moyens d'action sont les bons, car ils sont efficaces ! Sans cette lutte, les PTT n'auraient pas lâché les 14 postes de travail, c'est un fait certain, et on ne peut pas le négocier. Pourtant, les postiers du Landy ont dû reprendre sans avoir obtenu satisfaction sur tous les plans. Il nous faut en tirer les leçons.

QUI A ORGANISÉ LE SABOTAGE DE LA GRÈVE DU LANDY ?

Pendant la grève du Landy, que faisaient ceux qui n'avaient que le mot « action » à la bouche ? Ont-ils soutenu la grève ? NON ! Au contraire, ils ont tout fait pour affaiblir la lutte dès qu'ils ont vu qu'ils ne pourraient pas la contrôler...

Ce sont les faits qui montrent jusqu'où peuvent aller les faux communistes du PCF qui contrôlent la CGT contre des travailleurs qui ne leur obéissent pas : pendant la grève, ils n'ont rien fait pour soutenir les grévistes alors qu'ils prétendent avoir « appuyé sans réserve la grève jusqu'à samedi ». Qu'avez-vous vu comme soutien ?

Aujourd'hui, ils se lancent dans une énorme entreprise de diffamation de la grève du Landy en diffusant massivement des tracts qui la dénoncent comme une provocation des « gauchistes ». Et cela vient de haut, de la « Fédération Nationale des PTT » ! Que disent ces tracts ?

— 1. Pour impressionner, ils font état de « chiffres », de « faits »... totalement faux ! Prenons l'exemple des chiffres de grévistes qu'ils donnent pour le 6 mai : pour eux (si l'on fait le total) il y a 48% de grévistes, en fait il y avait 54% de grévistes pour tout le personnel, dont 80 préposés sur 126 !

Ils affirment que 18 grévistes ont décidé d'occuper les locaux alors que le B, la A, la salle 21 et la brigade spéciale étaient présents, à peu près une centaine de grévistes.

Le reste est du même genre...

— 2. « L'administration s'est servie de quelques individus... dont elle a recasé le chef de file au Landy... où toutes les conditions sont réunies pour lui permettre d'exercer ses « talents » de démolisseur ».

Voilà nos « démocrates » qui appellent au licenciement de camarades. Au cas où la bourgeoisie n'arriverait pas à mettre la main sur les « meneurs » (à toute lutte son meneur, c'est bien connu !), le PCF est là pour les désigner : il sait les trouver lui !

Signalons d'ailleurs que le « recasement » du « meneur » (!) en question était une mesure répressive contre un syndicaliste.

Mais les travailleurs ne sont pas aveugles, ils ont très bien vu qui d'eux ou du PCF, « a tout fait pour que la grève devienne minoritaire ». Quand un camarade leur a fait connaître ce tract de briseurs de grève, ils ont dénoncé ces manœuvres. La meilleure de toutes les preuves : 12 syndiqués CGT du Landy ont démissionné à la suite de la grève, dont 7 pour rentrer à la CFDT !

NI UN HASARD, NI UNE « BAVURE » MAIS UNE LIGNE DE TRAHISON DES INTÉRÊTS DES TRAVAILLEURS

Les faux communistes du PCF, par le biais de la CGT, nous reprochent de consacrer « tous nos coups » à les dénoncer. Soyons clairs ! L'exemple du Landy est là pour nous rappeler que toute lutte véritablement anti-capitaliste se heurte à une opposition qu'elle doit balayer pour remporter la victoire : celle principalement des faux communistes du PCF. Partout où les travailleurs prennent leurs affaires en main et rejettent sa tutelle, le PCF met tout en œuvre pour briser leurs luttes, comme à Lip ou dans les foyers Sonacotra où ils refusent aux travailleurs immigrés le droit de diriger leur lutte grâce à leur comité de coordination.

Dans les PTT où les travailleurs de plus en plus nombreux dénoncent les grèves-bidons de 24 h et comprennent le but réel de ces grèves qui s'opposent à un réel développement des luttes, le PCF entame une campagne contre ceux qui luttent sur des positions de classe, contre les révolutionnaires.

Il cherche par des mensonges énormes à les discréditer, tente de faire pression sur la CFDT pour qu'elle impulse une chasse aux sorcières semblable à celle qui règne à la CGT.

C'est un avant-goût de ce qu'ils nous préparent pour le lendemain des élections qu'ils souhaitent gagner en 78 : dénonciation systématique des luttes des travailleurs qui seront immanquablement « irresponsables », « manipulés », « faisant le jeu de la droite », et « trublions gauchistes » quand ils refuseront le replâtrage du système capitaliste au nom d'une prétendue « gauche » !

Face à cette trahison, les communistes ML se battent pour que le développement des luttes efficaces, pour la coordination des luttes, pour la prise en main des luttes par les travailleurs eux-mêmes. Contre le plan Barre et le programme commun, qui chacun à sa manière, n'ont qu'un but : sortir le capitalisme de la crise par une exploitation accrue des travailleurs avec le peuple, ils préparent la révolution prolétarienne, seul moyen d'en finir avec le capitalisme et de construire une France sans exploités, une France socialiste.

Les postiers marxistes-léninistes de l'HR et du PCRml des centres de tri :

— Clignancourt
— Paris St Denis
— St Lazare

(Tract diffusé sur les centres de tri)

A Rouen

LE COMITÉ DE CHÔMEURS S'ORGANISE POUR LE 24 MAI

Le comité de chômeurs de Rouen, qui regroupe un nombre important de travailleurs et que les organisations syndicales CGT et CFDT aimeraient bien contrôler, prépare énergiquement la journée du 24 en espérant impulser le regroupement des sans-emploi. Des contacts ont déjà été pris avec les organisations CFDT des ANPE et des ASSÉDIC de Rouen. De ces rencontres, il ressort qu'un regroupement aura lieu avec des mots d'ordre communs au sein de la manifestation. Se joindront également à celle-ci, des travailleurs inté-

rimaires. Pour mener à bien cette action, une diffusion de tracts appelant à la manifestation s'est faite dans tous les centres de pointage des chômeurs sur le thème : « Chômage ras-le-bol ». Les chômeurs dans celui-ci expliquent leur combat : « Nous en avons marre ; Giscard et Barre ont beau dire le contraire, le chômage augmente. Retrouver du travail, devient de plus en plus difficile, et quand nous en trouvons, il ne dure que quelques semaines. Une fois de plus Barre sort ses réformettes de son chapeau : prime de

10 000 F pour les étrangers qui rentrent au pays, comme si c'était eux les responsables ; prime de mobilité des jeunes ; en plus du chômage, il faudrait s'exiler pour retrouver les mêmes problèmes et l'isolement ailleurs ; prise en charge par l'État d'une partie de la sécurité sociale à la place des employeurs ; les impôts des travailleurs vont encore servir à indemniser les patrons, on appelle ça solidarité dans le régime de Giscard. Nos conditions s'aggravent ; nous sommes de plus en plus nombreux, plus de 50 % d'entre nous

ne touchent rien, seulement 15% d'entre nous touchent les 90%. Pour beaucoup la réalité de tous les jours, c'est l'intérim, ce sont les saisies, les expulsions, les coupures de gaz et d'électricité. Ne restons pas seuls et impuissants. Des luttes déjà menées dans la région rouennaise ont permis de montrer qu'aujourd'hui, il est possible de se battre, pour les transports gratuits, pour la revalorisation de l'aide publique, pour s'opposer aux expulsions et aux saisies ».

Le comité de chômeurs poursuivra son action par une soirée « rencontre sur le chômage », qui se tiendra le 26 mai, à 20 h 00, Maison du Plateau à Rouen. Cette rencontre s'accompagnera d'une exposition de panneaux-photos sur différents aspects du chômage. Cette réunion sera présentée sur deux thèmes principaux : pour s'informer, pour réfléchir. Une initiative intéressante du comité de chômeurs de Rouen qui ne manque pas de rappeler aux organisations syndicales leur responsabilité dans la lutte pour le maintien des emplois.

Bureau de presse de Rouen

Un comité de chômeurs à Lyon



Grève dure chez Glaenzer Spicer au Mans

Glaenzer Spicer, c'est une usine de transmission automobile, consortium allemand, sous-traitant de Renault, Simca, Fiat, qui emploie environ 1 000 travailleurs dont 600 ouvriers.

Alors que l'usine était « la mieux cotée » de la région, depuis deux ans, la situation se dégrade.

— licenciement de 200 intérimaires et personnel nouvellement embauchés
— obligation pour 50 personnes malades de reprendre le travail en équipe, alors qu'il leur est contre-indiqué par le médecin
— augmentation des cadences
— multiplication du travail aux postes (davantage de machines à surveiller, contrôles supplémentaires).

Ceci sous prétexte que l'usine est en difficulté. Les ouvriers qui craignent le chômage plient. Malgré tout, certains mouvements de grève sont déclenchés (en particulier pour faire réintégrer les ouvriers nouvellement embauchés).

Fin avril 77, les travailleurs apprennent que l'usine a réalisé 6 milliards de bénéfices, dont 2 destinés au fond de réserves (en cas de grève), 2 aux impôts, et 2 de bénéfice net.

...Alors que la direction refusait d'augmenter les sa-

laire sous prétexte de difficultés liées au plan Barre.

C'est alors la révolte parmi les travailleurs qui se mettent immédiatement en grève. En un quart d'heure, 90% du personnel débrayait devant le refus de la direction de négocier sur les revendications suivantes :

— alignement des salaires sur ceux de l'usine Glaenzer Spicer de Poissy
— revalorisation de la prime d'ancienneté basée sur le taux réel et non pas sur l'indice départ
— salaire maximum au bout de dix ans dans une catégorie sans discrimination
— hausse générale des salaires et appointements (réajustement sur le taux de l'INSEE de mai).

Quinze jours plus tard, ouverture des négociations qui aboutissent à :
— une hausse de salaires de 1,4% (base INSEE d'avril)
— augmentation individuelle à partir de juillet
— nouveau taux de prime d'ancienneté (16% après 18 ans)
— ouvriers classés 02 passeront 03 le 1^{er} mai 77. (Seulement 5 personnes concernées !).

Devant ces résultats, les ouvriers reconduisent la grève. La grève est réellement partie de la base, d'un mouvement de révolte profond des travailleurs. Les

deux premiers jours, la grève était totale. Mais le syndicat CGT a ensuite repris le mouvement en main, organisant des débrayages de 2 heures par jour.

Malgré le frein des délégués CGT qui craignent les huissiers constamment présents dans l'entreprise à la

demande de la direction, les ouvriers expriment leur mécontentement en défilant dans les ateliers. Ils tentent également de populariser leurs luttes à l'extérieur et espèrent beaucoup se servir de la journée du 24 comme un moyen d'élargir leur mouvement.

Correspondant

Grève des travailleurs des transports urbains chalonais

Depuis une semaine, les travailleurs de la TUC sont en grève à 100% unis autour de leur section CFDT pour leurs revendications :

— 3% d'augmentation sur les salaires
— 5^e semaine de congés payés afin de permettre l'embauche d'un nouveau chauffeur, contre les heures supplémentaires, pour l'exigence des congés mensuels
— Amélioration des conditions de travail des conducteurs et en particulier du personnel d'atelier qui travaille dans des locaux inadéquats
— revalorisation de la prime de transport
— amélioration du matériel en service et de la capacité d'accueil des voitures.

Après 5 jours de préavis et 6 jours de grève, les négociations avec la direction ne sont toujours pas entamées. Les travailleurs de la TUC pensent durcir leur grève qui s'effectuait jusque-là par 2 heures de débrayage par jour aux heures de pointe. Ils pensent aussi exiger le paiement des jours de grève. Déjà, ils ont commencé à populariser leur lutte et sensibiliser les usagers par de nombreuses affichettes rappelant leurs revendications collées sur les arrêts autobus, et en essayant de profiter au maximum des mass-média locales.

Correspondant Châlons-sur-Marne

INFORMATIONS GÉNÉRALES

L'ASSASSINAT DE MIREILLE BRESSOLLES

Aujourd'hui, tout le monde parle de la mort de Mireille Bressolles. La presse du pouvoir découvre soudain «l'affaire Bressolles», une affaire dont elle n'a voulu, jusqu'à ce jour, dire un mot. Les autorités qui ont tenté d'étouffer le combat de Mireille pour la vie, font mine aujourd'hui de déplorer sa mort. Après le mépris, l'hypocrisie n'en est que plus odieuse.

A Auxerre, la colère et l'indignation saisissent les travailleurs : «C'est scandaleux ! On l'a laissé mourir. Elle a eu raison de lutter».

Tel est le point de vue dominant chez les travailleurs, un point de vue qui permet de mesurer tout l'échec de la campagne réactionnaire de la bourgeoisie auxerroise.

LE SILENCE DE LA HONTE

Une campagne qui a eu un caractère particulièrement révoltant et ce, jusqu'aux jours qui ont précédé la mort de Mireille. La direction de l'hôpital, s'appuyant sur la bizarre disparition du dossier administratif de Mireille de la mention : «agent principal», voulait masquer le fait qu'elle l'avait rétrogradée. Un dossier où, de jour en jour, les erreurs et les disparitions de pièces se multipliaient

comme par hasard... Le préfet qui refusait de changer de position, renvoyait Mireille à l'Adass pour gagner du temps.

L'archi-réactionnaire corps médical auxerrois (et dijonnais) qui n'a pas hésité à présenter la grève de la faim de Mireille comme une mise en scène : «Ce n'est pas vraiment une grève de la faim». Plusieurs médecins auraient même refusé de venir la soigner ! Aujourd'hui, la caste médicale se tait. Dans le silence de la honte, elle prépare sa défense. Et déjà, de nouvelles calomnies sont lancées. «Ce n'est pas la grève de la faim qui a tué. C'est l'absorption de barbituriques», alors qu'un lavage d'estomac avait été pratiqué juste avant et qu'il n'y en avait nulle trace ! Autre ragot : «Elle devait être porteuse d'une malformation congénitale» ! Jusqu'à un professeur de l'hôpital de Dijon qui a déclaré : «On ne peut dire de quoi elle est morte» !

PR, PS, PC ET COMPAGNIE...

«J'engage le combat contre le formalisme insupportable de l'administration, la lenteur injustifiée, la complication excessive, la relation impersonnelle. Il y a une tutelle de l'administration que nous n'acceptons pas».

S'il y a une révolution à faire, c'est celle là. C'est ce que déclarait vendredi dernier aux arènes de Fréjus au congrès du parti républicain, Jean Pierre Soisson. Le jour même de la mort de Mireille Bressolles. Le même Soisson, qui est maire d'Auxerre et en tant que tel président du conseil d'administration de l'hôpital d'Auxerre. Jean Pierre Soisson, qui fait mine de regretter la mort de Mireille, a toujours refusé de la recevoir dans sa mairie. Il l'a toujours renvoyée à l'administration. Et lorsque le comité de soutien occupa la mairie d'Auxerre, il refusa de se déplacer du «salon des consommateurs» où il se trouvait pour l'entendre ! Lorsque le conseil d'État eu refusé de satisfaire la demande de M. Bressolles, Soisson déclarait «on ne peut revenir sur une décision du conseil d'État».

Odieux encore : la position des révisionnistes de la CGT d'Auxerre, déclarant à France Inter et à la télé : «La responsabilité de cette mort revient au comité de soutien. Il avait voulu une martyre vivante. Il a maintenant une martyre morte». La même CGT qui n'a pas distribué le seul tract de soutien et a refusé de soutenir Mireille Bressolles alors même qu'elle était encore déléguée CGT ! La position de la CGT semble gêner jusqu'au PCF qui, se réveillant subitement, a décidé de dénoncer l'assassinat de Mireille. Quant au PS, il se décide à lancer une campagne sur le sujet. 78 n'est pas loin...

Aujourd'hui, tout le monde parle de la mort de Mireille. Même ceux qui par leur attitude ou leur silence ont contribué à son assassinat. Mais ils ne pourront gommer aussi simplement le passé. Avec la CFDT et le comité de soutien, les travailleurs d'Auxerre ne sont pas prêts de se laisser tromper. Et tous les travailleurs peuvent mieux mesurer dans cette circonstance dramatique, ce que valent la vraie répression, les faux amis et les déclamations contre «le mal français».

Pierre PUJOL

Le Syndicat de la Magistrature menacé d'interdiction

Jeudi, l'assemblée nationale examinera un projet de loi déposé par le député PR Gerber. Sous des apparences anodines, ce projet vise ni plus ni moins à interdire aux magistrats de se syndiquer, de critiquer l'action gouvernementale et de dénoncer les tares de la justice de classe.

C'est encore une fois «l'obligation de réserve» qui sert de paravent à cette attaque contre la liberté d'expression des magistrats. Le projet de loi stipule que «L'obligation de réserve s'impose aussi bien aux magistrats qu'aux groupements associations et syndicats de magistrats».

«L'obligation de réserve fait obstacle à toute déclaration ou prise de position d'un magistrat ou d'un groupement de magistrats mettant en cause les déci-

sions du président de la république, du conseil des ministres ou d'un membre du gouvernement et le vote de l'une ou de l'autre assemblée.

...Est également interdite toute action concertée, même dans le cadre de l'activité syndicale ou associative de nature à arrêter ou entraver le fonctionnement des juridictions».

Interdits de parole et de grève, les magistrats n'auraient d'autre droit que d'appliquer la loi bourgeoise comme ils sont censés le faire. Le syndicat de la magistrature est bien sûr le premier visé par ce projet de loi, parce qu'il a commencé à remettre en question la fonction de la justice bourgeoise et à certaines occasions à se placer aux côtés des travailleurs.

LA FÉDÉRATION LAGARDE CONTRE LA POLITISATION A L'ÉCOLE

Les congressistes de la fédération Lagarde, réunis à Tours le 21 mai, n'ont pas voulu se montrer les inconditionnels de la réforme Haby.

Ils reprochent en particulier : «L'irréalisme des décrets d'application de cette réforme, ils s'interrogent sur le sérieux de l'enseignement de soutien, sur les filières pour le plus doués».

Mais ils concluent également à ce congrès que : «Le succès de la réforme Haby dépend de la bonne volonté et de la participation des enseignants».

Cette affirmation est à lier aux critiques que la fédération Lagarde émet sur le corps enseignant aujourd'hui, elle dénonce et menace la politisation qui est faite à l'école : «Nous dénonçons le monopole de fait du SNI (syndicat national des instituteurs) dans les écoles et son soutien inconditionnel à la fédération otage-CORNEC».

Et si certains élèves et parents étaient tout simple-

ment lassés d'un excès de politisation, de grèves plus ou moins liées aux seuls problèmes scolaires, de certains abus, du manque d'intérêt de certains enseignants, d'une année scolaire mal organisée».

Elle réclame auprès du ministre Haby l'assurance que «le pluralisme et la démocratie» soient respectés lors des élections aux conseils d'établissements. Ainsi les quelques critiques émises contre la réforme Haby laissent bien vite place à un soutien apporté au ministre de l'Éducation Nationale.

Au sortir de ce congrès, les objectifs du ministre Haby et de son compère Lagarde le précèdent. Leur volonté est de créer, dans le cas d'une victoire de l'Union de la gauche en 78, un pôle d'opposition au sein de l'enseignement.

Dans le cadre de la lutte entre les partis bourgeois au sein de l'enseignement, la fédération Lagarde montre son visage ouvertement réactionnaire.

Citroën (Aulnay sous Bois)

UN O.S. TURC BLESSÉ À COUPS DE TOURNEVIS

Il était candidat CGT aux élections professionnelles

Mehmet Tanriverdi, un OS turc qui travaille depuis un an et demi à Citroën Aulnay, «usine moderne» a été attaqué mercredi dernier à son poste de travail par la police patronale. Arrivant à l'usine Mehmet prend un tract de la CGT appelant à la journée d'action du 24 mai. Il apprend qu'il est affecté à un nouveau poste de travail. Il demande qu'on lui explique le travail. Un «ouvrier» s'approche de lui pour lui «montrer» : «Pourquoi as tu pris le tract CGT ? Pourquoi tu parles aux délégués ?». Mehmet ne répond pas. L'autre brandit un tournevis et l'abat six fois sur lui, pendant que deux autres le ceinturent. Il reprend connaissance, le visage en sang, dans le bureau du médecin du travail qui lui explique que ce n'est qu'un peu de fatigue et refuse de l'envoyer à l'hôpital. Mehmet est embarqué en voiture et déposé sur un trottoir près de la mairie de Garges les Gossies. Il se rend au commissariat. Il devra subir d'abord un contrôle, fouille d'identité et ce

n'est qu'à 20 h 30 qu'on daigne l'emmener à l'hôpital !

Mehmet Tanriverdi avait témoigné le 3 mars au

procès intenté par la CGT au tribunal qui avait cassé les élections professionnelles. Mehmet Tanriverdi est candidat aux élections professionnelles qui doivent avoir lieu en juin à Aulnay.

Une usine «moderne» où les irrégularités électorales de la CFDT, les tabassages et les menaces fascistes contre les OS immigrés pour essayer de les intimider par la force sont monnaie courante.



Une «usine modèle» où tous les moyens sont bons pour empêcher l'organisation des travailleurs

La SNCF s'apprête à supprimer les emplois d'agents poinçonneurs

La direction de la SNCF s'apprête à supprimer dans ses 4 080 gares les postes d'agents poinçonneurs, c'est-à-dire des agents chargés de contrôler les billets à l'entrée des gares. Désormais, les voyageurs devront composer eux-mêmes leurs billets avec des machines. Les 4 000 composeurs commandés coûteront la bagatelle de 12 millions de nouveaux francs. Les premiers appareils seront mis en place à Paris-Austerlitz Bordeaux et Amiens. Dans un deuxième temps, les gares de la ligne Paris Lyon Marseille seront équipées. Une campagne d'information est prévue à l'intention des voyageurs.

Les brigades de contrôle dans les trains seront renforcées simultanément. Une mesure qui contribuera à rendre les gares plus désertes encore la nuit et à supprimer des milliers d'emplois.

INTERNATIONAL

Discussions Salt
à GenèveAccord
de compromis
mis en chantier

Les discussions sur la limitation des armements stratégiques se prolongent à Genève : les deux ministres des affaires étrangères ont demandé une pause pour consulter leurs gouvernements respectifs. Seule la délégation américaine a fait des déclarations publiques.

C'était pour dire qu'un compromis était en voie d'élaboration. Ce serait un «mélange» (sic) de trois propositions, deux US, une soviétique.

Selon les indications fournies, le total des missiles autorisés par cet accord serait inférieur de 100 ou 200 par rapport au précédent accord signé à Vladivostok. Les productions de Cruise et de Backfire seraient limitées, au lieu d'être écartées comme le proposaient les USA. Mais la mesure la plus importante

est que les deux parties s'engageraient à entamer immédiatement des négociations SALT III. Il apparaît que les buts des deux pays sont de repousser à une négociation ultérieure les difficultés de la négociation actuelle, tout en rejetant pour l'essentiel les propositions globales présentées par les États-Unis lors du premier voyage de Cyrus Vance en URSS.

De son côté Gromyko, a déclaré qu'il ne fallait pas conclure que des progrès aient été réalisés sur les questions essentielles. A partir de la position de force prise par l'URSS après l'attitude de Brejnev au cours du voyage de Vance à Moscou, il semble que l'URSS ne veuille pas aller jusqu'à la rupture et préfère un compromis qui lui soit favorable.

Etats Unis : pas d'appel
pour les dix de
Wilmington

Il n'y aura pas de procès en appel pour les dix militants noirs de Wilmington. Le tribunal a décidé qu'il n'y avait pas lieu de reprendre l'affaire, prétendant que les droits des accusés avaient été respectés et qu'il n'y avait pas d'irrégularité. C'est en 1972, à la suite d'une attaque du Ku Klux Klan contre des étudiants en grève, que les dix de Wilmington avaient été condamnés à de lourdes peines de prison. Depuis, le témoin principal de l'accusation avait reconnu qu'il avait fait une fausse déposition sous la pression de la police. C'est pourquoi les avocats des militants antiracistes avaient demandé la révision du procès.

USA

ANNONCE DE RÉDUCTION
DES VENTES D'ARMES

Nouvelle pièce de la politique de Carter

Les résolutions sont les suivantes :

- Les USA refuseront désormais d'introduire des armes perfectionnées dans des pays qui n'en disposent pas encore.

- La fabrication ou le perfectionnement d'armes destinées uniquement à l'exportation seront interdites.

- Il sera également interdit de passer des contrats de coproduction d'armes perfectionnées avec des pays étrangers.

La raison avancée par Carter est que «le développement inconsidéré des armes conventionnelles menace la stabilité dans toutes les régions du monde» et que, les USA étant les plus gros exportateurs d'armes, il convient qu'ils fassent le premier pas.

Carter a défini, vendredi à Washington un nouvel aspect de la politique militaire des USA, en déclarant que ceux-ci allaient réduire considérablement leurs ventes d'armes.

«Les USA, a-t-il déclaré, considéreront désormais les exportations d'armes comme un acte de politique extérieure tout à fait exceptionnel, à ne mettre en œuvre que dans le cas où il apparaît clairement que ce transfert contribue à la sauvegarde de notre sécurité nationale».

DE BONNES RAISONS QUI
CACHENT MAL
DE FROIDS CALCULS

Les USA contrôlent aujourd'hui 49 % du marché mondial des armes, contre 28 % à l'URSS, 4,5 % à la France et 3,4 % à la Grande Bretagne. Mais au cours des dernières années, le renforcement du potentiel militaire de l'URSS a pris un tel essor, que l'initiative semble lui appartenir, notamment

en Afrique.

Puissance agressive, dont l'économie est tout entière tournée vers la fabrication d'armes, l'URSS a besoin d'exporter. Aussi les USA ont-ils tout intérêt à essayer de l'arme psychologique et à faire, comme ils disent «le premier pas», pour obtenir un accord sur la réduction des exportations. C'est bien cela d'ailleurs que Carter envisage, puisqu'il s'appête à rencontrer l'URSS, la

Grande Bretagne, l'Allemagne et la France, pour leur proposer de transformer l'initiative US en «action multilatérale».

D'autre part, les décisions prises ne modifieront pas grand chose pour l'année 77, puisque les contrats déjà signés ne sont pas concernés. Les décisions d'ailleurs ne touchent pas les pays qui ont avec les USA des relations «privilegiées», c'est à dire qui leur sont liés par des traités militaires, comme c'est le cas pour les pays de l'OTAN, le Japon, l'Australie et la Nouvelle Zélande.

En outre, et c'est là un point capital, Carter a déclaré que les USA «honoreront leur responsabilité historique qui consiste à assurer la sécurité de l'État d'Israël». Et déjà, une première entorse aux décisions est faite : l'État sioniste est convié à collaborer à la production du nouveau F 16 américain, à laquelle participent déjà 4 pays de l'OTAN.

Enfin, il s'agit avant tout pour les USA, au moment où bon nombre de pays du Tiers Monde, à leur tour, désirent se doter de moyens militaires pour assurer leur défense, de renforcer le contrôle des USA, en interdisant notamment la réexportation d'armes de fabrications américaines, et en se réservant le droit d'examiner le «bien fondé» de certaines demandes de livraison.

S. VALLÉE



Le nouveau fusil américain à rayon laser : arme conventionnelle ou nucléaire, la course aux armements continue...

INFORMATIONS GÉNÉRALES

BILAN DE LA TEMPÊTE
DANS LE SUD-OUEST

Le bilan de la tempête qui a sévi dans le Midi et le Sud-Ouest de la France est lourd. Le mauvais temps a causé la mort de huit personnes. Les cultures sont noyées sous les eaux, compromettant ainsi la récolte à venir.

Le fait que la Garonne sorte de son lit en cette saison est extrêmement rare. Il faut noter que la crue record de l'année 1875 avait été elle aussi précédée d'une année de terrible sécheresse. La décrue s'amorce depuis samedi.

La Garonne, gonflée par la fonte des neiges des Pyrénées et par les pluies très abondantes ces derniers temps sur le Sud-Ouest, est à nouveau sortie de son lit en bien des endroits, coupant les routes et inondant les terres. Les agriculteurs essaient de se renseigner heure par heure de la montée de l'eau et s'inquiètent : «Des crues aussi hautes, on en a vu des pires, mais c'était en automne, tandis que là, en mai, c'est catastrophique. Regardez le maïs, à peine sorti de terre, il est sous quarante centimètres d'eau. Et si ça continue comme ça, sous plus d'un mètre demain. Et chez les maraîchers, les fraises et les

tomates sont foutues pour cette année».

La vigne et les vergers gelés, les cultures maraîchères inondées, que va retirer l'agriculteur des jours de travail et de dépenses engagés dans les cultures ? Vraiment pas de quoi couvrir les frais et rembourser les emprunts !!! Et pourtant il y a pire. Un vieil agriculteur ruiné devenu maçon les rappelle : «En 1952, les grandes inondations ont tout emporté : ma maison, mon bétail, mes cultures. Il ne restait rien. Pour toute indemnisation, j'ai reçu... une chemise. Peut-être parce que j'étais un émigré italien, comme beaucoup d'autres dans la région.

Mais un voisin qui avait le bras plus long, a pu en partie grâce à son indemnisation, se racheter une métairie...»

Dans la presse locale «Sud-Ouest» par exemple, on s'apitoie sur les conséquences d'une telle «calamité naturelle» : les victimes emportées par les eaux, les dégâts aux cultures et aux constructions. Mais ce sont les caprices du ciel et de la Garonne, que voulez faire contre la force des eaux ? Notre maçon, ancien agriculteur, répond : «Pourquoi n'y a-t-il pratiquement aucune digue sérieuse depuis que la Garonne sort ? J'en connais des gens qui seraient prêts à y travailler au lieu d'être au chômage. Et c'est tout à fait possible, cela se fait bien dans d'autres pays. Au contraire, sur le chantier d'autoroute (Bordeaux-Toulouse), ils ont enlevés une digue de terre pour aller plus vite et maintenant tout est inondé».

Correspondant

Condamnés au procès de Burgos en 1970

5 BASQUES
EXPULSÉS D'ESPAGNE

Cinq des six condamnés de Burgos encore emprisonnés vendredi, sont maintenant «libres», en Belgique où ils ont été extradés.

Cette mesure, qui touche Jokin, Gorostiri, Xavier Larrea, Mario Onaindia, Eduardo Uriarte et Joseph Maria Dorronsoro, a été prise sur leur demande, après proposition du gouvernement. Izko de la Iglesia, principal accusé du procès, en qualité d'auteur de l'exécution du policier Meliton Manzanos, qui n'a pas signé une telle demande, est toujours en prison.

Toutefois, cette mesure qui peut toucher, s'ils le demandent, tous les condamnés basques ne sera étendue ni aux prisonniers non basques, ni aux quinze détenus qui, avec Eva Forest, sont maintenus sous les verrous sans jugement, accusés d'avoir été mêlés à l'exécution de Carrero Blanco (ancien vice-président du gouvernement de Franco). A cet égard, le gouvernement argue cyniquement du

fait qu'il ne peut pas amnistier des gens qui n'ont pas été jugés, ce qu'il a pourtant déjà fait à plusieurs reprises depuis la mort de Franco.

Malgré ces limites, il s'agit d'un recul évident du gouvernement devant les puissantes mobilisations du peuple basque qui lutte pour une amnistie véritable et générale, incluant entre autres revendications, la libération des soldats emprisonnés, la réintégration des ouvriers licenciés pour faits de grève, et qui implique la fin de l'occupation policière d'Euskadi. Pourtant, il ne semble pas que dans l'immediat, une nouvelle grève générale puisse être déclenchée comme cela avait été proposé par plusieurs assemblées populaires, devant l'opposition acharnée des partis démocratiques bourgeois, aucun mot d'ordre unitaire n'a été lancé dans ce sens.

Pour la première fois, dans le communiqué qui accompagnait l'annonce des mesures d'extradition, le

gouvernement a fait mention des problèmes des «Peuples d'Espagne», pour faire valoir que ceux-ci ne pourraient être «résolus» que par le prochain parlement, et ceux qu'il considère comme «les véritables interlocuteurs basques» élus à cette instance.

Cette attitude du gouvernement qui consiste à renvoyer tous les problèmes en suspens au futur parlement n'est pas nouvelle. Elle ne fait qu'indiquer que la question des nationalités et régions de l'État espagnol sera sans nul doute la plus épineuse que devra résoudre la monarchie pour se consolider.

Par ailleurs, l'enlèvement de l'industriel Javier de Ybarra, qui est président du conseil d'administration de Babcock Wilcox, d'une importante maison d'édition et vaît été maire de Bilbao, n'a toujours pas été revendiqué par l'ETA, au contraire de l'exécution du policier de San Sebastian tué jeudi.

INTERNATIONAL

Young et Mondale

MANOEUVRES AMÉRICAINES EN AFRIQUE

Les discussions entre le vice président américain Mondale et le dirigeant raciste Vorster ont abouti à un désaccord flagrant. Ils se sont exprimés dans deux conférences de presse séparées. Mondale a déclaré : «le point de vue que le président Carter désire est que des progrès sont nécessaires sur trois problèmes : un régime majoritaire en Rhodésie ainsi qu'en Namibie et une transformation progressive de la société sud africaine dans ce but». Si Vorster a déclaré qu'il soutenait les deux premiers points du «plan» américain pour l'Afrique Australe, il s'est au contraire violemment opposé à l'éventualité de la fin du pouvoir raciste en Afrique du Sud et a à nouveau présenté les bantoustans (réserves-ghettos pour les Africains) comme une perspective d'indépendance.

Le fait qu'aujourd'hui l'impérialisme US s'adresse à Vorster non seulement pour lui demander de faire pression sur Smith en Rhodésie et d'instaurer un gouvernement fantôme en Namibie, mais de plus mette en cause son pouvoir en Afrique du Sud, donne la mesure du changement de sa tactique. L'année dernière, Kissinger s'était borné à préconiser une réforme de l'Apartheid. Depuis la poursuite et l'élargissement du mouvement de libération, l'échec de la



Soweto : un an après, l'impérialisme US doit manœuvrer en recul

conférence de Genève sur la Rhodésie, mais aussi le voyage de Podgorny en Afrique Australe, ont montré à l'impérialisme US qu'il devait se hâter de changer de visage. Aujourd'hui, continuer à soutenir les régimes racistes serait pour lui s'isoler davantage et laisser la place en Afrique au social-impérialisme.

A la conférence de l'ONU à Maputo, Young l'ambassadeur de Carter a joué le même rôle. Il ne sous-estime d'ailleurs pas les difficultés de son entreprise. «Pouvez-vous avoir encore confiance en nous ?» s'est-il exclamé en déplorant hypocritement les crimes des États Unis dans leur soutien aux colonialistes et aux racistes en Afrique.

Mais, Young avec les représentants des impérialismes occidentaux, a repris

des positions traditionnelles de la diplomatie américaine : pas d'application des sanctions économiques aux régimes racistes, car elles seraient «inefficaces» et «gêneraient les négociations». Si Young vient en Afrique Australe, se pré-

sentant comme un ami des peuples, c'est pour prêcher des solutions de collaboration et de conciliation. C'est ce qu'il va tenter de faire également au cours de sa visite privée en Afrique du Sud où il doit rencontrer des militants africains.

Déclarations à la conférence de Maputo

A la conférence de Maputo pour la libération de la Namibie et de la Rhodésie, Nujoma, représentant de la SWAPO de Namibie a dénoncé les résolutions verbales contre le régime raciste qui ne sont pas appliquées. Il a également condamné les «négociations constitutionnelles» en cours dans le cadre du plan anglo-américain pour constituer un «gouvernement de transition» fantôme en Namibie.

Robert Mugabe, dirigeant du Front Patriotique du Zimbabwe, a déclaré : «Ce n'est que par la guerre que le Zimbabwe pourra obtenir la paix... Nous n'admettrons pas qu'autrui entre dans notre pays, que ce soit par la porte de devant ou la porte de derrière».

A propos de l'affaire de Zouerate

Conférence de presse du Front Polisario

Le Front POLISARIO a tenu, dimanche à Alger, une conférence de presse dans laquelle il souligne et condamne le soutien apporté par la France aux envahisseurs du Sahara occidental.

Parlant de l'affaire de Zouerate, centre minier mauritanien récemment occupé par les combattants sahraouis, le représentant du Front a souligné que les fortifications de Zouerate, si elles ont été exécutées par des civils, n'en avaient pas moins des fins militaires. En conséquence, les Français, auteurs de ces fortifications, comme les autres étrangers qui travaillent dans la région, seront considérés comme des mercenaires, dans la mesure où ils contribuent à accroître le potentiel économique et militaire des pays qui ont envahi le Sahara occidental.

La libération des personnes enlevées à Zouerate et les détenues depuis par le Front

dépend de l'attitude de Nouakchott et de Paris, a souligné le porte-parole du Front, qui a rappelé que la «France est maîtresse de la Mauritanie».

Le représentant du POLISARIO a par ailleurs condamné l'attitude de la gauche française et notamment celle du PCF, du PS et du PSU, qui n'ont pas répondu à l'invitation qui leur avait été adressée par le Front, et a souligné que si ces partis défendent, comme ils le prétendent, l'indépendance du peuple sahraoui, c'est sur le gouvernement français qu'il leur faut agir.

Guingaud, ministre des Affaires Étrangères, a déclaré qu'il s'agissait d'un chantage «contraire au droit international» auquel il ne se prêterait pas ; le gouvernement français n'a jamais jugé «contraire au droit international» l'invasion du Sahara Occidental et les agressions contre le peuple sahraoui.

TCHÉCOSLOVAQUIE : Libération et «repentir» de Vadav Havel

L'écrivain Vaclav Havel, un des signataires de la Charte 77, a été mis en liberté provisoire après quatre mois de détention. L'agence officielle tchécoslovaque a publié de prétendus extraits d'une lettre de l'écrivain où celui-ci affirmait «s'abstenir de toute activité punissable» «abandonner le rôle de porte parole de la Charte 77». On lui fait dire que son action militante pour les libertés démocratiques est inutile puisque «les lois tchécoslovaques lui donnent assez de possibilités de s'exprimer». Curieuse expérience de la liberté dans les geôles du régime de Husak !

Réunion des ministres de la CEE :

L'ÉLARGISSEMENT DE LA COMMUNAUTÉ

Les 9 ministres des pays membres de la Communauté Européenne se sont réunis samedi et dimanche à Leeds Castle, dans le Kent, (Grande Bretagne), pour discuter des problèmes que pose l'éventuel élargissement de la CEE.

La candidature de la Grèce a déjà été acceptée il y a plusieurs mois, et des négociations sont en cours. Celle du Portugal a été déposée, et la commission doit rédiger un avis à ce sujet. Celle de l'Espagne est attendue, après les élections législatives.

Mais on ne semble pas très pressé, à Leeds Castle, de voir ces candidats devenir membres effectifs. Lors de son entrée en fonction, Roy Jenkins, président de la commission, a regretté que la candidature de la Grèce ait été acceptée, sous la pression, notamment de la France. Selon Jenkins, cette expérience conduit «à soir à tout engagement à

l'égard de l'Espagne, et surtout du Portugal» dont le premier ministre a fait récemment le tour des capitales pour que son pays soit admis dans l'Europe.

En effet, si tous les États membres semblent d'accord sur l'importance politique de l'admission de ces nouveaux États dans la mesure où il faut donner «toute l'assistance possible à une démocratie récente et nécessairement frêle», il leur paraît beaucoup plus difficile de réaliser cette admission.

Aujourd'hui, en raison des problèmes économiques que rencontre la Communauté, l'entrée de ces nouveaux membres, qui nécessiteraient une «aide spéciale», ne manquerait pas d'aggraver ces difficultés. La France qui jusqu'ici avait fermement soutenu la candidature de la Grèce, semble aujourd'hui beaucoup moins pressée. Guiringaud, ministre des affaires étrangères, a récemment souligné que la Commission européenne devait être «la gardienne des trai-

tés» de la communauté. Et si Giscard s'est récemment employé à rassurer Caramanlis, premier ministre de Grèce, en visite à Paris, il s'agit avant tout de déclarations de principe. Caramanlis, dont le gouvernement est actuellement mal assuré et connaît en ce moment un déferlement de grèves, voit dans son entrée dans l'Europe un moyen d'affermir son pouvoir ; il en va de même pour Soares, qui espère trouver dans l'Europe une caution pour sa politique et une solution aux problèmes économiques du Portugal.

Compte tenu de l'intérêt que les États membres de la CEE ont à soutenir ces «jeunes démocraties», leur adhésion paraît souhaitable, mais souligne la commission elle ne pourra être que «progressive», et de longtemps les nouveaux admis ne pourront être associés aux décisions.

S.V.

Djibouti - Hassan Gouled :

«Après l'indépendance»

Après le vote du 8 mai, de gouvernement. L'indépendance de Djibouti devant intervenir le 27 juin, Hassan Gouled a, dans une interview au journal égyptien Al Ah-

ram, évoqué l'avenir de Djibouti. Il a notamment déclaré que Djibouti serait membre de la Ligue Arabe, de l'Organisation de l'Unité Africaine et des Nations Unies : «Nous voyons dans notre adhésion à ces trois organisations une sauvegarde de notre petit État convoité pour sa situation stratégique». Il a annoncé que le futur État pratiquerait une politique de neutralité avec la Somalie et l'Éthiopie, mais qu'il renégocierait les accords concernant le port et le chemin de fer qui mène à Djibouti, afin que Djibouti ne puisse servir au transfert d'équipements militaires.

Italie : d'accord sur l'ordre public

La deuxième rencontre entre les dirigeants de la démocratie chrétienne et ceux du PCI pour la négociation d'un programme de gouvernement s'est achevée vendredi. Berlinguer a déclaré qu'il y avait un rapprochement entre leurs positions et accord sur les questions touchant à l'ordre public.

Japon-URSS : accord provisoire sur la pêche

Après deux mois et demi de négociations très dures, les délégations russe et japonaise sont parvenues à un accord provisoire sur les droits de pêche. L'URSS avait instauré une zone de pêche englobant les îles japonaises des Kouriles qu'ils ont annexées après la deuxième guerre mondiale. Le gouvernement de Brejnev voulait obliger les Japonais à accepter cet état de fait : il avait dénoncé unilatéralement l'ancien accord sur la pêche et chassé les pêcheurs japonais pour faire pression sur les négociations. L'accord qui vient d'être conclu porte seulement sur l'année 1977 et permettra aux pêcheurs japonais de continuer à travailler. Mais la question du statut des Kouriles doit être négociée séparément.

En ce qui concerne le problème de la défense et de la base militaire française Hassan Gouled a déclaré : «Je pense que le pays gardera, pour un temps déterminé, une force française limitée entre 2 000 et 2 500 soldats jusqu'à la formation de l'armée nationale... Mais je peux affirmer que nous n'acceptons pas que notre pays devienne une base militaire pour aucune des puissances pour qui la Mer Rouge est un conflit d'intérêts».

La Commune au jour le jour

Par Paule SACONNET

Mardi 23 mai 1871



Le Conseil de la Commune lance un ultime appel fraternel aux lignards. Mais comme nous l'avons vu, triée, endoctrinée, formée de ruraux ignorants ou de vieux briscards de la répression coloniale, l'armée versaillaise ne répondit pas à cette main généreusement tendue.



Les Versaillais poursuivent leur avance, mais en prenant toutes les «précautions» nécessaires car ils redoutent les insurgés : ils arrivent massivement, occupent, brûlent parfois les maisons environnantes, avant d'affronter les barricadiers.

«A peine installé, à Montmartre, l'état major versaillais commence des holocaustes aux mânes de Lecomte et de Clément Thomas. Quarante deux hommes, trois femmes et quatre enfants ramassés au hasard sont conduits au N° 6 de la rue des rosiers, contraints de fléchir les genoux, tête nue. Puis, on les tue. Une femme qui tient son enfant dans ses bras refuse de s'agenouiller, crie à ses compagnons : «Montrez à ces misérables que vous savez mourir debout» (Lissagaray)



Place Pigalle, une scène révélatrice du mépris qu'avait la classe dominante pour les travailleurs. La barricade est prise. «Son chef est amené devant le général versaillais Clinchant, et c'est ce bref, mais édifiant dialogue.

— Qui es-tu ? dit-il
— Levêque, ouvrier maçon, membre du Comité Central.

— Ah, c'est des maçons qui veulent commander, maintenant, répond le Versaillais qui lui décharge son revolver dans la figure.

Sur la rive gauche de la Seine, résistance plus dure mieux organisée des Fédérés. «Varlin arrête les Versaillais au carrefour de la Croix-rouge qui restera célèbre dans la défense de Paris. Les rues aboutissantes ont été barricadées et cette place d'armes ne sera abandonnée que lorsque l'incendie et les obus en auront fait des ruines», écrit Lissagaray.

VIE DU JOURNAL

10 millions pour le développement du Quotidien du Peuple

CHAQUE JOUR EN KIOSQUE

Chaque jour, la voix des luttes, la riposte du tac au tac à la bourgeoisie.

Chaque jour, une arme pour combattre de front les solutions capitalistes de gauche et de droite.

Chaque jour, au cœur du débat pour tracer la voie de la révolution, pour unir les forces, pour construire le Parti de Type Nouveau.

avec l'Organe Central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste

BP 225 75 924 PARIS CEDEX 19
Tél: 836.73.76



en vente :

Si vous voulez faire connaître le Quotidien dans votre ville, votre entreprise, commandez cette affiche à : QdP BP 225 75 924 Paris Cédex 19

ABONNEZ-VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

Nom
Prénom
Adresse
Abonnement normal : 300 F
Abonnement de soutien : 500 F
Abonnement de soutien : ... F

Mode de versement :
en une fois
en trois fois (échelonné sur trois mois).....

TÉLÉPHONEZ AU QUOTIDIEN
736 73 76

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, Compte n° 77718 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Voici aujourd'hui la première liste des lecteurs, des amis qui ont répondu à notre appel. Camarades, nous vous remercions. Votre aide montre la confiance que vous accordez au Quotidien du Peuple, ainsi que la compréhension de sa tâche dans la période : prendre les moyens de mener, jour après jour, avec efficacité la bataille pour que se constitue la force révolutionnaire capable de tracer dans la crise actuelle la perspective du socialisme.

Cette exigence constitue l'enjeu de cette campagne de souscription, qui nous permettra, qui vous permet dès aujourd'hui d'entreprendre les transformations nécessaires du journal. Déjà des premiers camarades viennent renforcer notre équipe. Déjà se mettent en place les premiers éléments d'un travail plus approfondi. Et nous comptons bien sur vous tous pour contribuer à cette transformation en

nous envoyant les remarques, les questions, les enrichissements que vous apportent vos luttes, vos débats de tous les jours. Ce doit être aussi l'occasion d'élargir sa diffusion, de le faire connaître et lire autour de vous, de proposer sur cette base un abonnement gratuit d'un mois à l'essai, à vos collègues de travail, vos amis, vos parents.

Promouvoir le journal, élever la qualité de son contenu voici les objectifs qui nous sont fixés par la situation politique. Ils sont l'affaire de tous. Nous ne les atteindrons pas sans vous, sans la réussite de cette campagne de souscription.

La somme rassemblée aujourd'hui constitue un premier acquis ; pour parcourir le reste du chemin, chaque reconte, chaque discussion, chaque réunion doit être mise à profit, constituer un pas de plus vers les 10 millions.

JLD	Roanne	100
Souscription	à Paris le 1 ^{er} mai	593
M.D.	Hérouville	300
A.L.	Roubaix	200
P.F.	Lyon	150
V.G.	Vincennes	1 000
P.D.	Ambérieux	200
Collecte	Liévin	75
C.E.	Montceau les mines	1 000
M.G.	Rilleux la Pape	50
T.F.	Dunkerque	50
Y.C.	Nantes	100
B.H.	Paris	1 000
G.J.	Paris	250
D.G.	Dijon	300
Collecte	Thionville	161
P.S.	Échiré	50
F.M.	Lille	200
M.L.	Sotteville	150
A.R.	Paris	300
L.F.	Paris	50
G.C.	Strasbourg	200
N.D.	Talence	180
O.L.	Gennevilliers	300
Collecte	à Venissieux	273
I.S.	Grenoble	250
C.F.	Strasbourg	50
L.T.	Marseille	100
D.Q.	Montreuil	80
JP.M	Paris	50
C.R.	Lyon	100

Total : 7862

manifeste

pour le socialisme

PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE
Marxiste-Léniniste

PASSEZ VOS COMMANDES (8 F + 2 F frais de port)

Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles»
copyright Édition Denoël

16^e épisode

C'est, pendant quelques instants, exister et le savoir par un autre. Sinon, la seule façon pour moi de le découvrir, c'est la souffrance, le manque. Quand je suis plaquée, quand je ne trouve pas d'emploi, quand je dors mal faute de place dans le lit, quand je me regarde dans les vitres des magasins, alors je me sens. Mais avec vous, je me suis sentie. Vous dire tout cela n'aurait pas été commode, j'aurais cherché mes mots, comme une mentuse qui se trouble. Lucien, nous reverrons-nous pour être amis ?

Anna

— Ne m'attendez pas ce soir, je ne rentrerai certainement pas. Je dormirai chez Henri, comme la dernière fois.

Je ne le croyais pas. Marie-Louise le regarda, les yeux inquiets.

— Rentre, Lucien. Même tard, mais rentre.

— Et comment, s'il n'y a plus de tramways ?

Elle haussa les épaules et retourna dans sa chambre. Mais quand la porte d'entrée claqua, elle sortit précipitamment et courut dans l'escalier derrière lui. La grand-mère, qui avait suivi la scène, alla vers la fenêtre et regarda par la fente des volets à demi fermés.

— Eh non, elle n'a pas réussi. La voilà qui tourne le coin de la rue.

Elle se mit à rire. Nous nous tûmes. Marie-Louise revenait. La porte fermée, elle esquissa un pas de danse. Son visage était souriant et nous restâmes perplexes, plus très sûres qu'elle ne l'eût pas rattrapé. Mais il ne rentra pas ce soir-là non plus.

Henri est assis sur le bord du lit. Il fouille dans la poche de son veston accroché au loquet de la porte. Son visage est, comme toujours, calme. Doit-il cette sérénité apparente à des traits un peu gras et des yeux sans couleur ? Je crois qu'il est heureux, simplement. Il fait des gestes dont il est conscient. Il les goûte. Pendre un veston à une fenêtre, poser un pied sur le lit, tendre l'oreille pour saisir les obscénités que se lancent, dans la cour, deux hommes en colère. Il démolit un monde, et, en un quart d'heure d'exposé, il en reconstruit un autre où sa place chaude l'attend. Il a sa place partout. Il savoure le journal qui lui offre, ce soir, trois ou quatre heures de sujets de conversation. Il l'a placé près de lui, sur le lit, j'en déchiffre, à l'envers, le titre en lettres immenses : DIEN-BIEN-PHU EST TOMBÉ. Il a une main sur la table. Il est bien, il renifle l'odeur de la sauce qui réchauffe et dont nous n'oserions pas lui proposer une assiette.

— Un mouvement assez puissant, dit-il, pour regrouper toute la gauche. Mais qui, en France, est prêt à profiter des événements ? Trouver suffisamment de jeunes pour créer une agitation permanente. Ce ne serait pas la révolution, bien sûr, Paris est la capitale du cinquantième Etat américain, rien à faire de ce côté-là, sinon la guérilla, comme les Viets.

Lucien buvait à ce flot. Fébrilement, il acquiesçait.

Henri était prêt en permanence pour la révolution. C'était la conclusion logique de ses discussions diurnes et nocturnes. Il les préparait de sa chambre confortable, et l'horreur de la société où il devait vivre fortifiait ses rêves de bouleversements. Il avait trouvé en Lucien l'image même de la victime d'un système : orphelin, malchanceux, pauvre, maigre, trop tôt marié, sans amarres.

(à suivre)

CINÉMA

«Les Ambassadeurs»

de Naceur KTARI

«Faites attention ! De votre image dépendra l'image du pays... Cela est très important, car chacun de vous est un ambassadeur et nous sommes sûrs que chacun d'entre vous sera le meilleur ambassadeur de notre pays».

Ils sont des milliers «d'ambassadeurs» qui, pour fuir le chômage et la misère, s'exilent en France. C'est sur la vie des travailleurs immigrés que s'est portée la caméra d'un autre immigré : Naceur Ktari, metteur en scène tunisien.

Dans son premier long métrage, l'auteur nous fait partager les difficultés, les joies et les luttes des immigrés.

Salah a laissé ses trois

sœurs et sa mère au pays pour devenir «ambassadeur» sur un chantier de la Défense. Pataugeant dans la boue, secoué par les trépidations du marteau-piqueur, renvoyé par son chef, il fera l'expérience de la difficulté de trouver un emploi «pour celui qui n'a pas de métier» surtout s'il est immigré. Il se heurtera au racisme des propriétaires, prétextant «des voisins» ou «la respectabilité de l'immeuble» pour refuser de le loger.

Il se retrouvera donc dans un hôtel arabe du quartier de «la Goutte d'Or» et c'est parmi ses camarades que peu à peu il prendra conscience de la nécessité de s'organiser pour riposter contre les crimes racistes qui se multiplient.

Le film se situe dans le contexte politique de l'année 1971 qui vit le Tiers-Monde se manifester comme une puissante force politique sur la scène internationale. Face à l'embargo décrété par les pays producteurs de pétrole, une série de crimes racistes fut alors organisée, notamment par les milieux d'extrême-droite «nostalgiques» de l'Algérie française. Cette époque nous est décrite dans le film : on retrouvera le corps de Mehdi dans le canal St Martin, assassiné par un commando fasciste, Ali mourra d'une balle dans le dos, tué par son concierge raciste. Face aux crimes qui restent impunis, Salah et ses camarades s'organisent, et c'est dans l'unité avec les tra-

vailleurs français qu'une riposte efficace apparaît possible. La dernière image du film présente l'unité des travailleurs immigrés face à l'arbitraire de la police, quand on les appelle un par un pour vérifier leur identité, ils s'avancent tous ensemble.

«Les Ambassadeurs», au-delà d'un constat sur le racisme, met l'accent sur la nécessité pour les travailleurs immigrés de s'organiser, de lutter pour les mêmes droits que les travailleurs français et la nécessité toujours présente de construire l'unité travailleurs français et immigrés contre notre bourgeoisie.

Marc MESLAY



Se joue actuellement à Paris aux cinémas :

- Jean Renoir 9^e
- Studio de la Harpe 6^e
- Palais des Arts 3^e

Programme télé

LUNDI 23 MAI

TF 1

13 h 50 - Restez donc avec nous
18 h 00 - A la bonne heure
18 h 35 - Gédéon. Pour les jeunes
18 h 40 - L'île aux enfants
19 h 00 - Bonsoir chef. Feuilleton.
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien... raconte
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - L'avenir du futur. Les transports de l'an 2 000- Point limite zéro. Film américain
22 h 00 - Débat : les transports de l'an 2 000
23 h 00 - JOURNAL ET FIN DES ÉMISSIONS

A 2

14 h 00 - Aujourd'hui madame
15 h 05 - Arsène Lupin
15 h 55 - Aujourd'hui magazine

18 h 35 - Astronut
18 h 45 - Flash information
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - La tirelire
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - La tête et les jambes
21 h 55 - Tous les chemins mènent à Rome
22 h 55 - L'huile sur le feu
23 h 30 - JOURNAL ET FIN DES ÉMISSIONS

FR 3

18 h 45 - La chronique du mois
19 h 05 - Sports 22
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - JOURNAL
20 h 00 - Les jeux de 20 heures
20 h 30 - Le rideau déchiré. Film américain d'Alfred Hitchcock 1966.
22 h 30 - JOURNAL ET FIN DES ÉMISSIONS

Les témoignages que nous avons commencé à publier sur la réalité de la Chine socialiste, en réponse à l'image qui en est donnée dans «Deuxième retour de Chine», ont suscité des questions et l'amorce d'un débat parmi nos lecteurs.

Aujourd'hui, nous nous en faisons l'écho : plusieurs lecteurs ont interrogé, samedi, Xavier Luccioni. Nous reproduisons quelques-unes de ces questions, ainsi que les réponses qu'il a apportées. D'autre part, Gérard, de retour d'un voyage d'étude tout récent en Chine, pour apporter son témoignage sur la réalité des problèmes de l'art socialiste en Chine.

► **Entretien téléphonique de Xavier Luccioni avec des lecteurs du Quotidien du Peuple**

Voici quelques questions et réponses extraites de la permanence téléphonique de samedi que X. Luccioni a bien voulu tenir pour le Quotidien du Peuple.

► — Ma question porte sur la vie des gens, sur le nombre d'enfants qu'ils veulent avoir, sur les «couples séparés»...

— X. L. : Sur la question de la vie personnelle, le livre de Broyelle est extrêmement déformant, parce qu'il ne tient pas compte de la réalité. Pour prendre l'exemple des «couples séparés», c'est-à-dire qui ne travaillent pas dans la même ville, on les trouve surtout chez les intellectuels, en particulier chez les intellectuels qui parlent une langue étrangère, parce qu'on a besoin, dans certains lieux seulement, de gens parlant l'anglais, le français ou l'espagnol, et pas dans toute la Chine.

Mais ça ne concerne qu'une petite partie de la population, en général, celle que fréquentent les étrangers, ce qui fait qu'ils ont facilement tendance à généraliser et à dire qu'en Chine, il y a beaucoup de «couples séparés». Mais il faut considérer le problème à l'échelle de toute la Chine. C'est vrai que le problème n'est pas toujours bien réglé par certaines directions bureaucratiques. Il faut considérer l'intérêt général.

Il faut aussi comparer à l'ancienne société et considérer qu'autrefois, il y avait énormément de familles séparées : quand une mauvaise récolte arrivait, une partie de la famille était souvent obligée de partir ailleurs, pour permettre au reste de la famille de survivre, ce qui était absolument dramatique.

Je trouve particulièrement odieux de mettre en avant ce problème des «couples séparés» comme s'est fait dans le livre quand on pense à la situation des pays en voie de développement, où de nombreux travailleurs sont obligés d'émigrer, sans leurs femmes et leurs enfants.

Pour revenir à la Chine, la situation actuelle, c'est que la gigantesque majorité de la population chinoise, paysanne, est extrêmement stable, sur le plan familial. C'est un élément dont il faut absolument tenir compte si on ne veut pas comprendre cette question de manière partielle.

► — Est-ce qu'il y a des moyens coercitifs mis en place pour contrôler les naissances ?

— Non, il y a un planning familial pour lequel on fait énormément de propagande parce que c'est une obligation certaine de contrôler le niveau de la population. Mais, je peux vraiment en

témoigner, c'est fait par l'éducation, c'est-à-dire qu'on n'aura jamais en Chine, recours aux mêmes moyens qu'en Inde, comme la stérilisation forcée. Ce n'est pas possible en Chine, parce que ça ne marcherait pas : les paysans refuseraient violemment. Fondé sur la prise de conscience du problème, c'est expliqué à l'ensemble de la population et parallèlement, un très large réseau sanitaire est mis en place. Donc ça doit se faire par l'éducation et ça prend plus de temps.

C'est vrai qu'en général, chez les intellectuels, c'est plus facilement compris. Ils ont en général deux enfants, parfois trois, rarement plus. Au niveau des paysans, c'est beaucoup plus souple. Il y a des familles de 4, 5, 6 enfants. Evidemment, ils considèrent bien que c'est un problème. Et supposer qu'il y a un gendarme derrière chaque Chinois, ça ne tient pas debout.

Le planning des naissances, j'en ai bien discuté avec mes collègues. Sincèrement, je crois que tout le monde comprendrait l'importance de la chose : pouvoir contrôler les naissances dans un pays comme la Chine, c'est une avancée scientifique. Effectivement, il existe dans chaque unité, un plan soumis à discussion, ça prouve la conscience collective, et pas seulement familiale du problème. Bien évidemment, en dernière analyse, c'est la famille qui décide. La façon de résoudre ce problème est un symptôme de maturité politique. Je pense que c'est un problème très bien réglé.

► — Tu projettes un film sur le tremblement de terre de Tangchan. Est-ce que tu peux dire comment ça s'est passé ?

— Ce qu'on a montré dans le film, c'est la manière dont s'est organisée immédiatement la population dans l'éventualité d'une autre secousse, parce qu'il n'y a jamais une seule secousse, toujours une série de secousses ; parfois d'autant plus meurtrières que les constructions sont déjà ébranlées. Cet été-là, immédiatement, s'est engagé tout un gigantesque travail de reconstruction, plutôt de démolition de ce qui était ébranlé et de reconstruction sitôt après. En un temps très bref, la ville a été rassurée. Pendant ce temps-là, les gens vivaient en dehors des maisons, sous la tente, toute la vie normale s'est poursuivie comme cela. Il y avait des services qui étaient installés dans la rue, des commerçants qui s'é-

taient déplacés. Immédiatement une organisation assez extraordinaire a été mise en place pour assurer la vie de plusieurs millions de personnes.

► — Dans «Pékin-Information», il y a eu un mouvement de dénonciation de la bande des quatre dans la façon dont ils ont réagi par rapport à la catastrophe. Comment interprètes-tu cela ?

— Il est évident qu'il y a une contradiction principale qui concerne aujourd'hui les quatre. Ils ont joué un rôle, c'est sûr, puisqu'ils ont été parmi les plus hauts dirigeants. Si je dis contradiction principale, c'est qu'ils endossent officiellement une responsabilité sur ces événements. Maintenant, il est difficile de savoir la part exacte de cette responsabilité. Ce que je sais, c'est qu'un certain nombre d'indices ont été repérés de manière empirique, dans les communes populaires, à la veille de la secousse (les animaux s'énermaient, l'eau des puits montait, etc), que ces indices ont été transmis, mais qu'on n'en a pas tenu compte. Pourquoi ? C'est un problème complexe.

► — C'est justement un problème parce qu'on dit que les Chinois sont à l'avant-garde...

— Oui, ils sont à l'avant-garde ; mais attention, à mon avis, on a un peu pêché par triomphalisme, en disant à la suite de la détection réussie du tremblement de terre dans le Nord-Est de janvier 75, qu'on pouvait à chaque fois prévoir. Or cette fois, c'était un séisme particulièrement déconcertant dans l'ensemble de son développement, on l'a reconnu mondialement ; de plus, il était extrêmement difficile de le prévoir par les instruments classiques.

Certes, on a fait des observations empiriques. Mais il y a, aussi, certaines fois, des observations empiriques qui ne concordent pas avec le phénomène. Ce qui est certain, c'est qu'on avait repéré cela ; pourquoi on n'en a pas tenu compte ? Personnellement, je pense qu'il y a eu un blocage à certains niveaux de direction et que à cause de ce blocage, on n'a pas pu prendre la décision, d'ailleurs extrêmement grave, qui consistait à faire descendre toute une population dans la rue ; cette décision n'a pas été prise. Ce qui est certain, c'est que c'est la conséquence de la lutte de lignes au cours de l'été de l'année dernière, qui était à son paroxysme.

A PROPOS DU LIVRE «DEUXIÈME RETOUR DE CHINE»

«LA CHINE EN QUESTION?»
DES TEMOINS REPONDENT

► «Tous les lieux de travail ont leur activité culturelle»

Gérard vient tout récemment de participer à un voyage d'étude en Chine à l'initiative du Comité Révolutionnaire du cinéma de Pékin. Au cours de ce voyage, il a pu visionner de nombreux films anciens et récents et mener des discussions multiples sur les problèmes actuels de l'art socialiste. Il s'est proposé pour intervenir dans le débat que nous avons engagé.

► — Dans le livre «deuxième retour de Chine» le problème de la culture est réduit à cette formule caricaturale : «qu'une seule école rivalise...»

— Aberrant : elle est prodigieuse, la vie culturelle en Chine. Elle ne se limite pas à quelques spectacles, comme ceux qu'on reçoit, ici, en France, c'est à dire quelques grands films... Mais d'abord on ne peut pas limiter la production culturelle et l'expression des masses, au cinéma : c'est un moyen d'expression qui demande

► — A propos de la production cinématographique, est-ce que tu pourrais préciser ?

— Il y a eu des films bloqués pendant la révolution culturelle. C'est très important de le reconnaître. Pourquoi ? A cause du style de prise de vue, souvent avec des déplacements de caméras très rapides, à l'américaine certains films ont été rejetés sous le couvert de lutte contre les influences étrangères, alors que la plupart des films chinois qu'on a vus jusqu'à présent



de gros moyens financiers et une bonne maîtrise technique. La base de l'activité culturelle, c'est la vie. C'est là qu'on voit vraiment ce que signifie la culture sous le socialisme. La culture, elle est d'abord dans les structures de base en Chine. C'est là que se trouvent les orchestres, les groupes de théâtre... Dans chaque atelier, il y a un orchestre, et un groupe de théâtre ou autre chose. Tous les lieux de travail ont leur activité culturelle. On a vu ainsi à Canton, au milieu de Canton un grand public «Le Parc de la Culture», c'est une grande fête permanente ; il y a des scènes de théâtre, de l'opéra, du théâtre de grandes expo-photos (les photos s'est beaucoup développée comme moyen culturel peu cher), des jeux d'échecs chinois, des manèges, et surtout, de grands panneaux montrant des affiches de caricatures ; des dessins partout, et à mon avis, pas faits par des spécialistes. D'ailleurs j'ai vu quantité de gens du peuple, des ouvriers des paysans, qui dessinaient dans les rues, ou qui faisaient de la sculpture ou de la peinture. L'ambiance de ce parc était extraordinaire, l'ambiance d'une grande fête de chez nous.

étaient très statiques. Quelques films d'avant la révolution culturelle, repris maintenant, ont le souffle des films de l'époque de Staline ; ce sont des films politiquement justes mais qui avaient été rejetés parce qu'ils auraient été trop marqués de l'influence soviétique. Enfin, il y a des films qui ont été écartés par la bande des quatre comme le film «Les Pionniers» parce qu'il abordait beaucoup de thèmes à la fois et qu'ils affirmaient : «à courir 50 lieues à la fois, on n'en attrape aucun». Le danger de ce film, d'après eux, c'était donc le polycentrisme. Et ils en concluaient qu'il fallait un seul problème pour le film. En fait, c'est tout le problème de la schématisation, ou non de l'art révolutionnaire. Est-ce que parce que la réalité est complexe qu'on ne peut pas en rendre compte, qu'on est obligé de schématiser ?

Un exemple d'évolution positive dans ce que j'ai vu c'est par exemple le film «le détachement féminin rouge». J'avais vu l'opéra, il y avait plusieurs années. Les personnages, étaient très distants, ne se regardaient pas ; rien ne passait. Dans le film que j'ai vu, au contraire, il y a une dimen-

sion humaine réelle. Le problème, c'est de combattre le simplisme, croire qu'en une phrase, on a résolu le problème, que le héros ne rencontre jamais de vrais problèmes, etc.

La dessus, il y a une évolution très nette : dans le «détachement féminin rouge», la mise en scène est extraordinaire : mouvements de caméra, personnages qui bougent, c'est bouillonnant, les expressions des visages ne sont pas le plus souvent apprêtées, on voit les personnages face à des problèmes qu'ils ne maîtrisent pas toujours du premier coup.

► — Tu as parlé des «Pionniers» tout à l'heure. En quoi ce film est-il représentatif de la lutte qui se mène aujourd'hui en Chine ?

— Ce film, c'est l'histoire d'un ancien esclave. Celui qu'on a surnommé à T'king, l'homme de fer. A travers lui, on voit toutes les luttes contre les propriétaires et les bourgeois dans les années 50, contre le révisionnisme international, puis la volonté d'appliquer le mot d'ordre «compter sur ses propres forces». On y voit concrètement la ligne révisionniste dans les entreprises, puis les réunions de critique de certains cadres du parti. A mon avis, c'est un excellent film parce qu'il aborde, dans leur relation et leur évolution, tous les thèmes idéologiques de la construction du socialisme : la relation ville-campagne, travail-loisir-étude, le rôle du parti dans une entreprise sous le socialisme, la pratique des autocritiques qu'on ne voit vraiment pas comme une contrainte, mais comme une libération.

► — De ton séjour en Chine, et de la connaissance de l'art socialiste en Chine, quelles impressions dominantes retires-tu ?

— Mon problème, c'est la démocratie socialiste : c'est pour cela que la Chine m'intéresse, pour ce qui vaut le coup, ce qui qualitativement change avec notre système ; il y a une chose qui est claire en Chine, c'est que si l'appropriation collective des moyens de production est nécessaire pour faire le socialisme, elle n'est pas suffisante. Il faut aussi toute une transformation de la vie, et des rapports entre les gens, comme ceux que j'ai vus. Pour moi, l'avancée vers le communisme, c'est cela. Et la suffisance avec laquelle certaines personnes critiquent ce qu'ils ne connaissent pas ou peu, ne signifie que mépris profond pour notre peuple, j'en suis entièrement convaincu.